

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



**Convocation  
du IX<sup>e</sup> Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(février 2016)**

---

**DOSSIER :  
“Syndicats  
et indépendance  
de classe”**

---

**N° 88**

Nouvelle série (n° 694) - décembre 2015 - Prix : 4 euros - 6 FS

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# VéLa Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Présentation** ..... p. 3
- **Lettre de convocation  
du IX<sup>e</sup> Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 5
- **Dossier de documents :**  
**« Syndicats  
et indépendance de classe »** ..... p. 11

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Présentation

Ce numéro de *La Vérité* est publié à la veille du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale qui va discuter de la préparation politique du IX<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale au mois de février. (Nous publions dans ce numéro le texte adopté par le précédent SI convoquant ce congrès.)

## Généralisation de la guerre

Ce secrétariat international se tiendra dans une situation marquée par la marche au basculement de la situation internationale, s'exprimant à la fois par la généralisation de la guerre, par une crise sans précédent de l'économie capitaliste et le fait que dans cette situation s'accroît la crise de la classe dominante américaine, qui voit publiquement des fractions de la bourgeoisie américaine s'opposer l'une à l'autre, dans une situation où l'impérialisme américain est incapable de maîtriser les développements mondiaux. En témoignent les contradictions qui se font jour dans la coalition internationale avec la Russie, l'Iran, la Turquie...

Après les attentats du 13 novembre à Paris et leurs répercussions internationales, la coalition internationale contre « le terrorisme » s'est élargie, sous l'égide des Etats-Unis, mais non sans contradictions :

— le gouvernement Merkel a dû céder aux exigences américaines de s'engager dans la guerre, mais en n'envoyant que sept avions, dont certains de reconnaissance ;

— le gouvernement Cameron a réussi à faire voter le Parlement en faveur de l'intervention militaire britannique en Syrie grâce aux voix de 66 députés du Labour Party. Il faut dire que deux jours avant le scrutin, le nouveau responsable du Labour Party, Corbyn, avait décidé de laisser la liberté de vote aux députés.

## Crise en Europe

Ces derniers développements en Allemagne et en Grande-Bretagne sont l'expression de la crise plus générale qui saisit les institutions et tous les gouvernements de l'Union européenne. Le résultat des élections régionales en France, qui voient 50 % des électeurs s'abstenir, a provoqué un effondrement des partis de droite et de « gauche » qui se sont succédé au pouvoir depuis trente ans. Cette crise s'exprime également en Grèce, où le gouvernement Tsipras vient de faire voter un budget qui coupe encore 5 milliards d'euros dans les dépenses publiques.

Tous les gouvernements de l'Union européenne sont confrontés aux conséquences de l'afflux de ceux qu'on appelle « les migrants », en réalité des réfugiés qui fuient la guerre et la barbarie, les différents gouvernements étant incapables de traiter cette question.

L'Union européenne est au cœur de la tourmente et au bord de la dislocation.

## L'Amérique latine dans le viseur des Etats-Unis

La situation en Amérique latine est l'expression de cette marche à la dislocation mondiale.

Au Venezuela, la défaite du parti chaviste aux élections législatives ouvre la voie au parti de droite, inféodé à l'impérialisme américain, pour s'attaquer à tout ce qui a pu être conquis par les travailleurs et la population laborieuse de ce pays.

Au Brésil, la procédure de destitution de la présidente, Dilma Rousseff, engagée par le président de l'Assemblée nationale, est, comme le dit la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, O Trabalho, « *une véritable tentative de coup d'Etat* ».

C'est toute l'Amérique latine qui est dans le viseur des Etats-Unis.

Ce sont ces questions qui seront débattues au secrétariat international pour préparer le IX<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui va rassembler des délégués de l'ensemble des sections attachées au programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Le IX<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale se tiendra en février 2016

Le IX<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale sera également l'occasion, pour la IV<sup>e</sup> Internationale et l'ensemble de ses délégués, de confirmer l'échec de l'opération liquidatrice engagée au point de départ par un courant petit-bourgeois dans la section française, et qui a cherché à porter des coups à l'ensemble des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base de la discussion du tournant de la situation mondiale, élaborera les voies et les moyens de la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale par leur renforcement dans le mouvement ouvrier, basé sur le combat pour l'indépendance des organisations syndicales face à l'impérialisme, aux Etats et aux gouvernements. Ce dont témoignent des mouvements de luttes de classe dans différents pays exprimant la nécessité pour les travailleurs de se défendre face à l'offensive de destruction de leurs droits et garanties.

Dans cette situation où l'on voit partout s'exprimer les conséquences de la barbarie que génère l'impérialisme en crise, l'affirmation que le prolétariat est la seule classe capable par son propre mouvement d'ouvrir la voie au combat émancipateur est le ciment fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, et du combat pour leur renforcement.

Le numéro de *La Vérité* qui sortira au début de l'année 2016 publiera les documents adoptés par le IX<sup>e</sup> Congrès mondial.

# Lettre de convocation du IX<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

**1. Le secrétariat international (SI), réuni les 9, 10 et 11 novembre 2015, a décidé de convoquer le IX<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale pour les 8, 9 et 10 février 2016. La convocation de ce congrès exige de caractériser notamment l'opération montée contre la IV<sup>e</sup> Internationale.**

Le secrétariat international reprend entièrement à son compte la caractérisation portée par la direction nationale du Courant communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le texte qu'elle a adopté lors de la réunion du 31 octobre 2015, qui ouvre le débat pour le 51<sup>e</sup> Congrès de la section française. Nous reproduisons ci-dessous cette caractérisation :

*« On ne peut ouvrir la discussion du 51<sup>e</sup> Congrès de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale sans commencer par qualifier la nature politique de l'opération destructrice engagée contre elle.*

*Le fait que les initiateurs de cette "opération" (qui a été révélée au grand jour par ses auteurs le 27 juin 2015) aient élargi, depuis, leur offensive à toute l'Internationale en appelant les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à condamner les décisions prises par les instances régulières de la section française et à exiger de la DN de la section française qu'elle viole le mandat qui lui avait été confié, donne à cette offensive toute sa dimension, celle d'une campagne visant à désintégrer la IV<sup>e</sup> Internationale reproclamée en 1993.*

*Il s'est clairement révélé, depuis le 27 juin 2015, au moment où les initiateurs de cette "opération" refusent de se plier à la loi de*

*la majorité, qu'ils avaient, dans l'ombre et pendant de longs mois, suscité un "état d'esprit", cultivé une "suspicion" à l'égard des décisions des instances de direction régulières du CCI, pour, sur la base de ces "connivences" et de relations de clique, nouer des relations personnelles qu'il suffirait de faire sortir de leur trou, le moment venu, pour servir de couverture politique à l'opération destructrice en cours.*

*Les choses se sont nouées lorsque la conférence nationale du CCI du 7 mars (l'instance suprême entre deux congrès du CCI) a décidé de soumettre l'activité de la section française à l'examen rigoureux auquel le SI (14 et 15 janvier 2015) demandait à toutes les sections de l'Internationale de se livrer à la veille des grandes secousses qui s'annonçaient.*

*Les choses se sont nouées lorsque la conférence nationale du CCI a décidé de prendre à bras-le-corps la question de la stagnation-régression des effectifs du POI, d'en analyser les causes et de proposer des mesures politiques permettant de ramener le CCI à la mise en œuvre, dans la pratique, de la "stratégie de la transition", à un moment où la situation ouvrirait, sur ce plan, les plus grandes possibilités.*

*La résolution adoptée le 7 mars résume avec une absolue clarté la discussion qui ne cessait de resurgir à n'importe quel propos depuis des mois et des mois. Elle décidait de la trancher.*

*La conférence nationale du CCI décidait alors d'opérer un "tournant" radical dans la construction du POI, de se débarrasser de toute conception de "parti clés en main". Afin de mettre en œuvre l'orientation adoptée,*

la conférence nationale du CCI articulait cette décision à une série de mesures politiques combinant la place et le rôle central du journal Informations ouvrières dans la mise en œuvre de la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire, aux initiatives du type “Appel des 160” (1) organisant le débat politique avec des militants et cadres ouvriers d’origines politiques diverses sur les moyens à mettre en œuvre pour contribuer au combat de “résistance” de la classe.

La DN du CCI, respectant le mandat de la conférence nationale du CCI, s’est attachée à mettre en œuvre, réunion après réunion, cette orientation. Elle a, dans ce cadre, mobilisé toutes les forces de la fraction trotskyste pour, avec les militants du POI, donner une image saisissable aux immenses possibilités ouvertes et réussir l’assemblée-débat de militants ouvriers organisée par Informations ouvrières le 6 juin.

Le succès éclatant du 6 juin a été pour les initiateurs de “l’opération” destructrice engagée contre la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale la goutte d’eau qui a fait déborder le vase.

Ils se sont alors littéralement déchaînés contre ce que signifiait ce succès et pour nier le point d’appui qu’il constituait pour l’élargissement des assises d’un véritable POI “ouvert”.

Ils ne pouvaient accepter plus longtemps de se soumettre à la loi de la majorité dans le CCI, il leur fallait absolument trouver le moyen de s’émanciper des règles du centralisme démocratique, et donc des règles qui garantissent la cohésion de l’organisation, indépendamment des divergences qui peuvent surgir dans ses rangs.

Les choses sont alors allées très vite. L’artifice qui a consisté à proclamer unilatéralement, en rupture avec toutes les règles, une “tendance” — qui n’avait d’autre objectif que de donner une couverture politique à la décision qui avait été préalablement prise de rompre — n’a pas fait illusion bien longtemps.

Avec la consigne donnée aux militants du CCI qui les suivaient de ne plus payer leurs cotisations à la trésorerie nationale, avec la décision de sortir un journal concurrent à Informations ouvrières, le journal de Pierre

Lambert..., on était déjà très éloignés de la prétention de se présenter comme un courant politique du CCI auquel la majorité aurait interdit de s’exprimer.

Revenons au cœur du problème. Que le petit noyau d’initiateurs de l’opération liquidatrice en cours — qui ont été membres de la direction du CCI durant des dizaines d’années — décident de tourner le dos à ce qu’enseigne le marxisme, à savoir que la classe ouvrière n’apprend pas sur les bancs de l’école, mais dans la pratique du combat de classe.

Qu’ils décident, en conséquence, d’ignorer ce qu’ont enseigné Lénine et Trotsky aux révolutionnaires, à savoir que l’art de la construction du parti ouvrier révolutionnaire consiste, pour les marxistes, à formuler une politique qui aide les masses à s’approprier pratiquement, dans le cours même du développement de la lutte des classes, les généralisations théoriques (et mots d’ordre) contenues dans le programme révolutionnaire et portées par l’avant-garde combattant pour la construction du parti révolutionnaire, afin d’aider la classe ouvrière à vaincre..., c’est, après tout, leur affaire. Ce n’est pas la première fois que des militants rompent avec la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme.

Mais qu’ils décident, pour couvrir cette rupture peu glorieuse avec le marxisme, de rejoindre le bataillon déjà fourni des calomnieux du “lambertisme”, qu’ils aillent puiser dans leur répertoire d’attaques contre les “méthodes” des “lambertistes”, les engage, quelles que soient leurs dénégations, sur une trajectoire qu’il est facile d’imaginer et qui ne relève déjà plus de divergences politiques au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale — aussi aiguës puissent-elles être.

Les classes fondamentales de la société rassemblent leurs forces. L’impérialisme en pleine crise s’engage — en particulier en Europe — dans une tentative de véritable “contre-révolution” pour faire disparaître jusqu’au souvenir des conquêtes politiques et sociales historiques de la classe ouvrière.

(1) L’Appel des 160 a été une invitation de militants ouvriers d’origines politiques et syndicales diverses, qui ont convoqué plusieurs conférences nationales pour débattre des moyens à mettre en œuvre pour aider la classe ouvrière à organiser sa résistance dans l’unité de ses organisations.

*Pour tenter de disloquer la résistance que cette offensive provoque sur tout le continent, l'impérialisme doit détruire les organisations qui, malgré la soumission de leurs directions à l'ordre bourgeois, incarnent par leur existence même ce souvenir et demeurent un instrument dont la classe cherchera, à tout moment, à se saisir pour se rassembler contre l'offensive en cours. L'impérialisme doit, à tout prix, pour intégrer et détruire ces organisations de classe, chasser de leurs rangs les travailleurs et les militants qui défendent en leur sein, bec et ongles, l'indépendance de classe de ces organisations.*

*Et c'est à ce moment-là qu'est, comme par hasard, déclenchée cette offensive contre le CCI et les militants du CCI qui incarnent depuis des décennies cette position de défense de l'indépendance des organisations au sein de celles-ci.*

*Cette attaque sans précédent — dont les initiateurs étaient membres des instances de direction du CCI depuis des dizaines d'années — contient paradoxalement, comme toujours en de telles circonstances, un élément positif.*

*Elle impose à la section française le devoir de procéder jusqu'au bout à la clarification politique qu'elle a entreprise dans le n° 87 de La Vérité (revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale).*

*La section française, en décidant d'aller jusqu'au bout de la caractérisation du contenu politique de cette opération destructrice, a commencé à libérer ses forces militantes intactes de l'ambiance délétère dans laquelle cherchaient à les enfermer les initiateurs d'un "débat" truqué.*

*En organisant en son sein une discussion sans concession dans le cadre de la préparation de son 51<sup>e</sup> Congrès pour extirper les pratiques et les habitudes qui s'étaient immiscées, sous la pression de ce qui s'est révélé être une clique, dans la mise en œuvre de la politique de construction du parti, la section française se fixe de renouer pleinement avec la "méthode de la transition" dans la construction du parti révolutionnaire et d'ouvrir ainsi la voie à un renforcement conséquent de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays.*

*Ce faisant, la section française apporte sa contribution à l'armement de toute*

*l'Internationale contre ce qu'il faut appeler par son nom : un courant liquidateur qui pensait pouvoir prendre pied au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la disloquer. Avec l'ouverture de la discussion du 51<sup>e</sup> Congrès, conformément à nos statuts et à la démocratie ouvrière, les militants du CCI mettront au centre de la discussion préparatoire au 51<sup>e</sup> Congrès la mise en œuvre d'une vigoureuse politique de recrutement à la IV<sup>e</sup> Internationale de travailleurs et de jeunes. »*

Le secrétariat international estime que le harcèlement répété, exercé de la part d'Alan Benjamin, a comme seul objectif de brouiller les cartes pour cacher l'origine de la scission et ses véritables motifs. En quelques semaines, sinon en quelques jours, nous sommes passés de déclarations qui disaient qu'il n'y avait que des différences tactiques, à une campagne contre de prétendues calomnies, puis à la dénonciation d'un prétendu abandon par la section française du combat pour la rupture avec l'Union européenne, à l'affirmation aujourd'hui selon laquelle la section française et la section brésilienne auraient abandonné le *Programme de transition* en capitulant face aux appareils.

## **2. Le secrétariat international réaffirme son accord politique avec la caractérisation portée lors du secrétariat international des 13 et 14 novembre 2014 sur le « tournant de la situation mondiale ».**

Rappelons ce qu'il en était dit alors :

*« La guerre s'étend et va continuer à s'étendre, écrivions-nous. C'est sans conteste l'expression de l'entrée dans une nouvelle phase de la crise sans issue du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.*

*Ecartons la discussion académique pour savoir si c'est le début de la troisième guerre mondiale ou pas. Reprenons à notre compte la méthode de Léon Trotsky, qui disait, au début de la Seconde Guerre mondiale : "La guerre actuelle n'est que la continuation de la dernière guerre, mais une continuation n'est pas une répétition." Il insistait en 1940 : "Elle ne se borne pas à une simple répétition. La putréfaction du capitalisme ayant fait de grands progrès dans le dernier quart de siècle, dans l'économie, dans la politique..." Il y aurait beaucoup à*

*dire sur cette putréfaction soixante-quatorze ans après que ces lignes ont été écrites, mais ce n'est pas l'objet principal de ces notes.*

*La guerre s'étend et va continuer à s'étendre, interférant avec de plus en plus de force sur les conditions dans lesquelles le prolétariat et les peuples sont amenés à combattre pour résister aux exigences destructrices de l'impérialisme. Elle ne se limite pas à ravager le Moyen-Orient et les régions avoisinantes, elle s'installe sur tous les continents sous une forme endémique qui prépare de brusques et violentes explosions sur tous les continents, témoignant tout à la fois du franchissement d'une nouvelle étape dans la crise de décomposition du système mondial de l'impérialisme et de l'impossibilité pour les peuples de survivre sous le talon de fer du capital. »*

La guerre s'est, en effet, étendue. Partie d'Irak et de Syrie, elle a gagné le Liban, la Jordanie, pour s'installer aujourd'hui en Turquie.

Elle menace, via les coalitions anti-EI à géométrie variable, de s'étendre aux ex-républiques soviétiques frontalières de l'Afghanistan, comme le Tadjikistan...

Parlant de l'Europe, le SI des 13 et 14 novembre insistait :

*« La seule force qui puisse épargner à la société (en France comme dans toute l'Europe) le plongeon dans les affrontements communautaires, c'est la classe ouvrière se rassemblant sur son plan de classe avec ses organisations, rassemblant toutes ses composantes, pour déployer toute sa puissance dans le combat qui doit la dresser contre ses gouvernements respectifs pour les contraindre à abandonner les "réformes" dictées par l'Union européenne, instrument du capital financier, à rompre avec la coalition militaire impérialiste. C'est le premier pas permettant d'ouvrir la voie à la constitution en Europe de gouvernements qui s'engageront dans une libre et pacifique collaboration de tous les peuples du continent, point d'appui décisif pour l'organisation à l'échelle mondiale de la collaboration pacifique de tous les peuples du monde libérés de la domination impérialiste. »*

C'est sur la base de cette appréciation politique, encore renforcée au lendemain de la manifestation de la Sainte-Alliance

contre-révolutionnaire du 11 janvier 2015 à Paris, que le secrétariat international des 14 et 15 janvier 2015 adoptait une résolution pressante adressée aux membres du conseil général et aux directions des sections :

*« Le SI appelle toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, tous les groupes qui sont rattachés à elle, à mettre immédiatement au centre de leur discussion la présente déclaration débouchant sur la nécessaire réappréciation, compte tenu des circonstances, de l'orientation de construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (et des formes transitoires qu'elle revêt) dans chaque pays. Le SI invite les sections à passer en revue et à renforcer l'engagement de toutes les forces dont elles disposent (militants et cadres) dans le combat pour aider pratiquement au rassemblement des forces de la classe, pour les aider à submerger l'obstacle des directions inféodées et pour — ce faisant — s'immerger et s'ancrer profondément sans attendre au cœur même des grandes organisations de classe qui continuent à vertébrer la classe ouvrière et dont la crise ne peut que se développer sous la pression des événements.*

*Le SI appelle toutes les sections et tous les groupes rattachés à la IV<sup>e</sup> Internationale à ouvrir cette discussion et à se livrer à un examen rigoureux de leur situation en rejetant tout esprit de routine et tout conservatisme. Cette invitation s'adresse à toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, quelle que soit leur taille (...).*

*Le SI de la IV<sup>e</sup> Internationale décide en conséquence d'organiser via ses bureaux continentaux une discussion méthodique avec les directions des sections et des groupes pour examiner, selon ces critères, l'état des forces dont nous disposons, ainsi que les initiatives que chacune d'entre elles envisage de prendre pour répondre aux immenses opportunités ouvertes par la situation. »*

Le secrétariat international estime que c'est la décision prise par la section française de se livrer à cet examen rigoureux — débouchant sur une réappréciation de la mise en œuvre de la stratégie de construction du parti révolutionnaire par la méthode de la transition — qui a provoqué le déclenchement de l'opération liquidatrice, étendue par ses initiateurs à toute l'Internationale.

**3. Le secrétariat international considère et réaffirme que la réponse à la demande pressante du secrétariat international des 14 et 15 janvier 2015 est aujourd'hui d'une actualité plus grande que jamais.**

Le secrétariat international appelle les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à répondre à ces questions, afin que le congrès mondial puisse élaborer les lignes de force permettant la construction des sections et leur ancrage dans la lutte des classes, dans les différents pays.

Le secrétariat international confirme la justesse de la décision unanime du conseil général des 22, 23 et 24 mars 2015 de constituer un comité de correspondance pour permettre l'organisation du débat et l'échange indispensable entre les sections, les instances et les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce bulletin continuera sa parution sous l'égide du comité de correspondance. Le secrétariat international appelle donc toutes les sections à envoyer leurs contributions pour permettre que l'échange politique et la construction soient un véritable débat international.

Le secrétariat international fait sienne la lettre du comité de correspondance du 22 septembre, qui dit notamment : « *Tout camarade qui considère avoir été injustement sanctionné, ayant fait appel à la commission de contrôle, pourra faire appel au congrès mondial, où il pourra prendre la parole et s'expliquer.* »

Le secrétariat international confirme les critères de délégation décidés lors de la conférence de reproclamation qui a eu lieu en 1993, critères qui ont depuis toujours été appliqués lors des congrès ultérieurs.

Le secrétariat international convoque le conseil général le 7 février 2016, à la veille du congrès mondial, et soumet ces propositions *ad referendum* des membres du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale.

*Adoptée à l'unanimité par les membres du secrétariat international, de la commission de contrôle et des invités permanents.*

**Paris,  
le 11 novembre 2015.**



VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (26-29 avril 2013).



*Léon Trotsky lors de la conférence de Copenhague, 27 novembre 1932.*

# Dossier de documents

# SYNDICATS ET INDÉPENDANCE DE CLASSE

## Présentation

Par Henry Halphen

Fidèle à sa vocation de « *revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale* », *La Vérité* a décidé de rassembler une série de documents historiques et théoriques permettant d'apporter un éclairage sur les questions politiques débattues dans les rangs des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons, dans notre précédent numéro, constitué un dossier sur le thème « *Centralisme et Démocratie* », éclairant ainsi la crise traversée par la section française. Nous reprenons la même méthode de présentation avec ce numéro rendant compte des travaux du secrétariat international et convoquant le prochain congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale en février 2016.

En effet, nous pensons utile, au moment où s'ouvre et se développe cette discussion, de fournir un dossier de documents (1) sur le thème : « *Syndicats et indépendance de classe.* »

Rappelons que la résolution du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale des 14 et 15 janvier 2015, « *invite les sections à passer en revue et à renforcer l'engagement de toutes les forces dont elles disposent (militants et cadres) dans le combat pour aider pratiquement au rassemblement des forces de la classe, pour les aider à submerger l'obstacle des directions inféodées et pour — ce faisant — s'immerger et s'ancrer profondément sans attendre au cœur même des grandes organisations de classe qui continuent à vertébrer la classe ouvrière, et dont la crise ne peut que se développer sous la pression des événements. Le SI appelle toutes les sections et tous les groupes rattachés à la IV<sup>e</sup> Internationale à ouvrir cette discussion et à se livrer à un examen rigoureux de leur situation en rejetant tout esprit de routine et tout conservatisme.* »

C'est dans cet objectif que nous avons rassemblé des documents théoriques et politiques qui permettent d'apporter des références multiples et un cadre méthodologique permettant de nourrir et de développer cette discussion. Bien entendu, les situations sont différentes et toute analogie avec des situations antérieures aurait bien entendu ses limites. L'important, c'est ici la méthode du marxisme, « *analyse concrète d'une situation concrète* », qui est réaffirmée.

Reprenons ce que nous écrivons dans une brochure de formation de la section française dans une partie consacrée aux syndicats (2). Trotsky définit le syndicat comme la « *forme élémentaire du front unique* ».

---

(1) Ces documents sont numérotés de 1 à 22. Un sommaire des documents suit cette présentation. Nous avons eu l'aide d'une équipe de camarades qui ont participé au choix des textes, à leur présentation, à leur traduction. Parmi eux, Christian Delage, Jean François, Kévin Cayeux.

(2) Document de formation de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, *Qu'est-ce que... LE BOLCHEVISME ?*, n° 4, pages 25 à 29.

Précisons cette formule : dans le processus de sa constitution en classe, le prolétariat a commencé par se grouper en « association » (Marx, Engels) pour se défendre de façon plus collective, et, ce faisant, s'est peu à peu organisé. De là sont nés les syndicats (cf. documents 1, 3, 10 et 14).

Friedrich Engels, dans son ouvrage écrit en 1845, *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, indique : « *Les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale parce qu'ils sont les premières tentatives faites par les ouvriers de supprimer la concurrence* » (cf. document 2).

Pour Marx et Engels, dans une situation où la classe ouvrière est en voie de se constituer comme classe, les organisations (syndicats et partis) procèdent de la nécessité historique, elle-même issue de la place du prolétariat dans la production. Parti et syndicat sont sur des plans distincts (cf. documents 18 et 20).

Car, comme l'explique Marx dans une interview, en 1869 : « *Les syndicats ne doivent jamais être associés à un regroupement politique ni dépendre de lui. Autrement dit, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel.* »

C'est en ce sens que le marxisme parle à propos des syndicats d'organisation élémentaire de classe. Le syndicat est ouvert à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Le syndicat n'est pas une organisation « sociétale ». C'est l'organisation qui regroupe et organise les producteurs, surmontant leur concurrence, contre les exploités. C'est donc une organisation réservée aux seuls travailleurs pour défendre leurs intérêts exclusifs.

On le voit, pour le marxisme, l'existence et la défense des syndicats ne relèvent pas d'une position idéologique, mais découlent de la place du prolétariat dans la société bourgeoise. Léon Trotsky formule clairement cette position :

« *Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois* » (cf. document 10).

Le syndicat est donc un « foyer de démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise ». Il matérialise par sa simple existence, et quelle que soit la politique de sa direction, que la société est divisée en classes aux intérêts contradictoires et diamétralement opposés.

C'est pourquoi Trotsky précise, dans le *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale, que les tentatives d'édifier de petits « syndicats révolutionnaires » constituent un « auto-isolement capitulaire », qui, en réalité, est une trahison de la révolution et est « incompatible avec l'appartenance à la IV<sup>e</sup> Internationale » (cf. documents 5, 6 et 7).

En effet, laisser la masse des ouvriers dans les organisations syndicales traditionnelles pour aller faire « son » syndicat, c'est « un renoncement à la lutte pour la direction de la classe », c'est abandonner les masses aux appareils en renonçant au combat pour « l'association » des ouvriers, donc pour des syndicats « foyers de démocratie prolétarienne » (cf. document 22, où Trotsky revient sur la décision du POUM de constituer son « propre syndicat » et d'estimer à tort que l'UGT et la CNT sont rejetés).

On le voit, par exemple, dans des grèves où se constituent des comités de grève (intégrant les organisations syndicales), qui sont la représentation de l'assemblée générale des travailleurs, syndiqués et non-syndiqués. Dans le *Programme de transition*, à propos des « comités d'usine », il est noté : « Dès que le comité fait son apparition, il s'établit une dualité de pouvoir dans l'usine », et précisé « qui est quelque chose de transitoire », car lié à la grève, à la mobilisation des travailleurs de l'usine (cf. documents 7, 11 et 22).

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, comme tout travailleur, participent avec leur classe à l'organisation et au regroupement des syndicats. Il s'agit pour les trotskystes de

« ne plus être exilés dans leur propre classe », comme l'a formulé Pierre Lambert, et de s'insérer au cœur des processus mêmes de la classe ouvrière et de ses organisations (cf. documents 9 et 16).

Retraçant son combat syndical, Pierre Lambert explique : un militant trotskyste — non pas du fait qu'il est militant politique avec on ne sait quel droit particulier, mais parce qu'il agit pour la construction du syndicat — peut être amené à prendre des responsabilités syndicales. Et il précisait : « C'est uniquement à partir de la confiance que les ouvriers m'accordaient que j'ai acquis des responsabilités. Je n'avais de compte à rendre qu'aux seuls syndiqués qui m'avaient élu, quelles que soient leurs tendances ou opinions politiques » (3).

Aux « ultra-gauches » qui dénonçaient les syndicats, les charges syndicales, la prise de responsabilité, l'adaptation au « réformisme », les méthodes bureaucratiques, Léon Trotsky répondait, en 1937, dans une polémique alors en cours au sein de la section américaine :

« Chaque nouvelle étape du développement, chaque progrès numérique du parti et le fait que ses méthodes deviennent plus complexes ouvrent non seulement des possibilités nouvelles, mais aussi des dangers nouveaux. Les ouvriers, dans les syndicats — même ceux qui ont été formés dans l'école la plus révolutionnaire — manifestent une tendance à se libérer du contrôle du parti (...). Il est d'autant plus inadmissible d'oublier que les erreurs réelles ou potentielles des camarades qui travaillent dans les syndicats reflètent la pression du prolétariat américain tel qu'il est. C'est notre classe. Nous ne sommes pas prêts à capituler devant sa pression » (cf. document 17).

« C'est notre classe », répond Trotsky. Les militants révolutionnaires ne sont pas extérieurs à la classe ouvrière, ils sont partie prenante du mouvement ouvrier, de la défense des organisations syndicales (cf. documents 12, 13 et 21).

C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale combat pour l'indépendance des syndicats comme l'une des conditions de la démocratie (cf. document 19). Cela signifie lutter au sein du mouvement ouvrier contre ceux qui veulent assujettir les organisations aux exigences du capital.

Il faut assimiler pleinement ce qui est contenu dans la Charte d'Amiens : « Le syndicat est ouvert à tout travailleur, quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques, religieuses » (cf. document 4). Il n'est pas et ne doit pas être une addition de tendances politiques.

Comme l'expliquait Pierre Lambert : « Prétendre le contraire reviendrait à dire que l'organisation syndicale appartient à tel ou tel courant politique, à tel ou tel appareil politique qui la contrôle. Cette conception a coûté cher au mouvement ouvrier (Pierre Lambert fait ici référence à la subordination des syndicats à l'appareil stalinien — NDR). Elle n'est pas la nôtre. Nous nous situons dans la tradition du mouvement syndical dans notre pays, celle du regroupement dans le syndicat de travailleurs quelles que soient les opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

En ce sens, il ne peut y avoir d'"entrisme" des militants trotskystes dans les organisations syndicales (...). Historiquement, cette question (des rapports partis-syndicats) a été traitée (et résolue) de façon différente par le mouvement ouvrier selon les pays. En Angleterre, ce sont les "Trade-Unions" qui ont constitué le Labor Party. L'Allemagne connaît également le lien organique entre syndicat et parti (entre DGB et SPD — NDR), bien que les rapports ne soient pas exactement les mêmes qu'en Grande-Bretagne. En France, il y a une tradition particulière, celle de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis établie dans la Charte d'Amiens (...). C'est à partir de l'expérience que j'ai vécue dans les syndicats (...) que j'ai estimé qu'il fallait réviser la position qui avait été prise par l'Internationale communiste (les 21 conditions d'adhésion) » (cf. document 15).

---

(3) On peut se reporter aux documents 15 et 16, pages 46-51, où Pierre Lambert retrace son expérience militante.

C'est pourquoi la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale a été amenée, dans une résolution de congrès, à réviser les 21 conditions qui avaient un caractère circonstancié en juillet 1920. La IV<sup>e</sup> Internationale se prononce pour l'indépendance complète des syndicats à l'égard de tout parti (y compris de la IV<sup>e</sup> Internationale) pour les mêmes raisons qu'elle est pour l'indépendance de la IV<sup>e</sup> Internationale par rapport au syndicat. Le combat pour l'indépendance de classe des syndicats, c'est un combat conforme à la défense de la classe ouvrière. C'est défendre ce « foyer de démocratie prolétarienne » dont parlait Léon Trotsky. C'est défendre la seule chose qu'a acquise le prolétariat dans cette société : l'organisation qui a fait de lui une classe.

Comme l'expliquait Léon Trotsky, en 1940 : « *Le capitalisme impérialiste ne peut tolérer une bureaucratie réformiste que si cette dernière agit directement comme actionnaire (...) dans les entreprises impérialistes tant au sein même du pays que sur l'arène mondiale » (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste) (cf. document 8).*

Ainsi, l'impérialisme ne peut même plus tolérer le « réformisme », qui exige des améliorations des conditions matérielles des travailleurs en contrepartie de sa collaboration. Au moment où il faut remettre en cause ce qui a été acquis, le « réformisme » entre en contradiction avec les exigences de l'impérialisme (cf. document 19, et particulièrement la note [2], où Pierre Lambert explique sur les acquis sociaux de 1945 que, « par crainte de la révolution, les bourgeoisies ont dû concéder ces conquêtes »).

Comme ajoute Trotsky, pour l'impérialisme « *le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme* ». C'est-à-dire la nécessité de l'intégration corporatiste, qui équivaut à la destruction et à la disparition des syndicats indépendants.

Nous assistons à l'échelle mondiale, et notamment en Europe, où se concentrent les forces organisées du mouvement ouvrier, à une offensive de démantèlement des droits collectifs de la classe ouvrière, et d'individualisation, c'est-à-dire de concurrence ; offensive qui pousse à transformer le syndicat — organisation de défense des droits collectifs des travailleurs — en une organisation d'accompagnement des « contre-réformes », c'est-à-dire la marche au corporatisme.

L'enjeu actuel se résume clairement ainsi : mettre en échec l'offensive en cours pour transformer les syndicats et en faire des rouages du « pacte social » corporatiste, et donc préserver l'indépendance de classe des syndicats.

On assiste au sein même des organisations syndicales à une intense résistance à l'intégration. C'est ce mouvement que les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale appellent à soutenir et à renforcer partout.

C'est de ce point de vue que l'on peut constater deux choses : la position de la IV<sup>e</sup> Internationale de défense des organisations syndicales est inscrite comme un fait majeur de la lutte des classes ; la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas le monopole de cette position, qui est commune à de très nombreux militants ouvriers, militants et dirigeants syndicaux qui résistent à l'offensive destructrice d'intégration.

Nous souhaitons que le contenu du dossier de documents rassemblés dans ce numéro permette d'organiser cet indispensable échange dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale et ainsi contribuer à son renforcement.

## Sommaire du dossier « Syndicats et indépendance de classe »

- Document n° 1 :** Marx – Les syndicats, foyers d’organisation de la classe ouvrière  
(les syndicats, leur passé, leur présent, leur avenir) ..... page 17
- Document n° 2 :** Marx – La coalition a un double but : faire cesser entre eux  
la concurrence pour pouvoir faire une concurrence générale  
aux capitalistes ..... page 18
- Document n° 3 :** Marx, Engels – Bourgeois et prolétaires ..... page 19
- Document n° 4 :** IX<sup>e</sup> Congrès de la CGT – La Charte d’Amiens de 1906 ..... page 20
- Document n° 5 :** Lénine – Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires,  
c’est abandonner les masses ouvrières à l’influence  
des agents de la bourgeoisie ..... page 21
- Document n° 6 :** Trotsky – Prendre une part active à la vie des syndicats de masse,  
se préoccuper de les renforcer et d’accroître  
leur esprit de lutte ..... page 23
- Document n° 7 :** Trotsky – Rejeter la routine comme la peste,  
prêter attentivement l’oreille à l’initiative  
des masses elles-mêmes ..... page 25
- Document n° 8 :** Trotsky – Les syndicats à l’époque  
de la décadence impérialiste ..... page 26
- Document n° 9 :** Trotsky – Le prolétariat accède à la prise de conscience  
révolutionnaire par la lutte des classes ..... page 31
- Document n° 10 :** Trotsky – Les ouvriers ont construit,  
à l’intérieur de la démocratie bourgeoise,  
leurs foyers de démocratie prolétarienne ..... page 34
- Document n° 11 :** Trotsky – Les comités d’action, une représentation  
révolutionnaire des masses en lutte ..... page 35
- Document n° 12 :** Trotsky – Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir  
(première partie) « *Arracher la banque  
des mains des exploités capitalistes* » ..... page 37
- Document n° 13 :** Trotsky – Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir  
(deuxième partie) « *Le syndicat n’est pas un but en soi,  
sa mission est au contraire d’entraîner dans la gestion  
des affaires publiques toute la masse travailleuse* » ..... page 41

- Document n° 14 :** Trotsky – Les syndicats doivent être ouverts aux travailleurs de toutes tendances politiques ..... page 46
- Document n° 15 :** Pierre Lambert – Syndicats et indépendance de classe : réviser les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> conditions de l'Internationale communiste ..... page 46
- Document n° 16 :** Pierre Lambert – Le syndicat, un front unique permanent : sur le « compromis de 1969 » ..... page 48
- Document n° 17 :** Trotsky – Ne pas se laisser guider par la tendance générale du capitalisme pourrissant et renoncer à toute lutte économique ..... page 52
- Document n° 18 :** Pierre Lambert – Marx, la I<sup>re</sup> Internationale et la question des syndicats ..... page 52
- Document n° 19 :** Pierre Lambert – Démocratie et lutte de classe ..... page 55
- Document n° 20 :** Pierre Lambert – Lénine, les bolcheviks et la question des syndicats ..... page 56
- Document n° 21 :** Trotsky – Les syndicats et la crise sociale aux Etats-Unis ..... page 59
- Document n° 22 :** Trotsky – Sur la révolution espagnole : des comités de grève... aux « juntas ». En se détournant du travail dans les syndicats de masse UGT et CNT, le POUM se coupe de cette avant-garde ouvrière qui constitue les comités ..... page 63

## DOCUMENT N° 1

Karl Marx

## Les syndicats, foyers d'organisation de la classe ouvrière

Nous publions la « *Résolution sur les syndicats* » élaborée par Karl Marx, et adoptée au I<sup>er</sup> Congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) à Genève, en septembre 1866 (1). Elle est souvent publiée sous le titre « *Les syndicats, leur passé, leur présent, leur avenir* ».

Marx définit ici la forme élémentaire d'organisation et de résistance de la classe ouvrière que sont les syndicats comme des « *foyers d'organisation de la classe ouvrière* ». La courte contribution de Marx sur les syndicats (en trois parties : « *Leur passé, leur présent, leur avenir* »), adoptée par la I<sup>re</sup> Internationale, est d'une brûlante actualité.

A propos de cette résolution, Lénine, le constructeur du Parti Bolchévique, écrit en 1899 (2) :

« *La résolution reconnut les syndicats ouvriers comme un phénomène non seulement légitime, mais nécessaire en régime capitaliste, et en souligna l'extrême importance pour l'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre le capital et la suppression du salariat. La résolution déclara que les syndicats ne devaient pas s'attacher exclusivement à la "lutte immédiate contre le capital", qu'ils ne devaient pas se tenir à l'écart du mouvement politique et social d'ensemble de la classe ouvrière ; que leurs buts ne devaient pas être "étroits", mais tendre à l'émancipation universelle des millions de travailleurs opprimés* ».

Lénine conclut en affirmant « *la conviction que la lutte des classes doit nécessairement fusionner en un seul tout la lutte politique et la lutte économique s'est profondément ancrée* » auprès des militants ouvriers révolutionnaires.

« **A) Leur passé.** Le capital est une puissance sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail. Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais reposer sur des conditions équitables, pas même être équitable au sens d'une société qui met d'un côté la possession des

moyens matériels d'existence et de production et, du côté opposé, les forces productives vivantes.

L'unique puissance sociale du côté des ouvriers est leur masse. Cependant, la puissance de la masse est brisée par la désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et entretenue par *leur concurrence inévitable*. Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou, du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de travail contractuelles les élevant au moins au-dessus de la condition de simples esclaves.

C'est pourquoi l'objectif immédiat s'est borné aux revendications journalières, aux moyens de défense contre les empiétements incessants du capital, bref, aux questions de salaires et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne saurait s'en dispenser tant que subsiste le mode actuel de production. Au contraire, il faut la généraliser en créant des syndicats et en les unissant dans tous les pays.

D'un autre côté les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus *des foyers d'organisation de la classe ouvrière*, comme les municipalités et les communes du Moyen Âge le furent pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'*appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat*.

(1) Ce texte se trouve en annexe de l'ouvrage de Marx, *Salaires, prix et profit*, Classiques du marxisme, Ed. SELIO, mars 2009, pages 76-77.

(2) Vladimir I. Lénine, *Œuvres*, tome 4, « *Protestation des social-démocrates de Russie* », rédigé fin août-début septembre 1899, pages 180-181, et publié en décembre 1899, tiré à part du *Rabotchéé Diélo*.

**B) Leur présent.** Jusqu'ici, les syndicats ont envisagé trop exclusivement les luttes locales et immédiates contre le capital. Ils n'ont pas encore compris parfaitement leur force offensive contre le système d'esclavage du salariat et contre le mode de production actuel. C'est pourquoi ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements sociaux et politiques généraux. Ces derniers temps, pourtant, ils semblent s'éveiller en quelque sorte à la conscience de leur grande tâche historique, comme on peut l'inférer, par exemple, de leur participation en Angleterre au mouvement politique le plus récent, de leur conception plus élevée de leur fonction aux Etats-Unis et de la résolution suivante que la dernière grande conférence des délégués des trade-unions a prise à Sheffield (3) :

*« Cette conférence apprécie tout à fait les efforts de l'Association internationale pour unir les ouvriers de tous les pays dans une fédération fraternelle commune, et recommande instamment aux différentes associations qui sont représentées à la conférence de devenir membres de cette organisation, convaincue qu'elle est nécessaire au progrès et au bien-être de la classe ouvrière tout entière. »*

**C) Leur avenir.** En dehors de leurs buts primitifs, il faut que les syndicats apprennent à agir dorénavant de manière plus consciente en tant que foyers d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt puissant de leur *émancipation complète*. Il faut qu'ils soutiennent tout mouvement social et politique qui tend à ce but.

En se considérant eux-mêmes et en agissant comme les pionniers et les représentants de la classe tout entière, ils réussiront nécessairement à attirer à eux ceux qui se tiennent encore en dehors du syndicat. Il faut qu'ils s'occupent soigneusement des intérêts des couches ouvrières les plus mal payées, par exemple, des ouvriers agricoles, auxquels des circonstances particulièrement défavorables ont enlevé leur force de résistance. Il faut qu'ils inculquent au monde entier la conviction que leurs efforts, bien loin d'être égoïstes et intéressés, ont au contraire pour but l'émancipation des masses écrasées. »

(3) La conférence de Sheffield s'est tenue du 17 au 21 juillet 1866, avec 138 délégués représentant 200 000 travailleurs organisés en Grande-Bretagne. Les syndicats britanniques ont aidé à mener une large campagne pour le droit de vote et la journée de travail de 8 heures.

## DOCUMENT N° 2

Karl Marx

# La coalition a un double but : faire cesser entre eux la concurrence pour pouvoir faire une concurrence générale aux capitalistes

Marx indique en 1847 (1), dans sa polémique avec Proudhon — qui déniait toute signification aux coalitions ouvrières —, que les syndicats sont un produit direct de la grande industrie, comme c'est le cas pour la classe ouvrière elle-même.

« C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux.

La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — coalition. Ainsi, la coalition a

toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence pour pouvoir faire une concurrence générale aux capitalistes. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes, à leur tour, se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui des salaires. »

(1) Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Editions sociales, pages 216-217, et cité par David Riazanov, « Karl Marx et les syndicats », *Bulletin communiste*, 17 mai 1923.

## DOCUMENT N° 3

Karl Marx

## Bourgeois et prolétaires

*Dans ces trois extraits, Marx examine comment le prolétariat passe par différentes phases de développement : sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même ; l'organisation du prolétariat en classe ; son but et son action historique.*

a) « Le prolétariat est une classe de la société bourgeoise, qui n'est pas de la société bourgeoise, une classe qui est dissolution de toutes les classes, une sphère qui a un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne peut plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement à un titre humain, une sphère qui n'est pas en opposition particulière avec les conséquences, mais en opposition générale avec toutes les prémisses du système politique allemand, une sphère, enfin, qui ne peut s'émanciper de toutes les autres sphères de la société sans les émanciper en même temps qu'elle-même, une sphère qui est en un mot la perte complète de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même que par la réappropriation complète de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat » (1843) (1).

b) « Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but aux différents moments. Ce qui importe, c'est ce qu'il est et ce qu'il doit faire historiquement, conformément à sa nature : son but et son action historiques qui sont tracés de manière tangible et irrévocable (donc définitive et non révisable) dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. Le prolétariat exécute le jugement que, par la production du prolétariat, la propriété privée bourgeoise prononce contre elle-même » (1844) (2).

c) « Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

Au début, la lutte est engagée par des ouvriers isolés ; puis, ce sont les ouvriers d'une fabrique, enfin les ouvriers d'une branche d'industrie d'un même centre, qui combattent contre tel bourgeois qui les exploite directement. Ils dirigent leurs attaques non seulement contre le système bourgeois de production, mais encore contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les machines provenant de la concurrence étrangère, mettent le feu aux fabriques : ils s'efforcent de reconquérir la position perdue du travailleur médiéval.

A ce stade, les travailleurs forment une masse disséminée à travers tout le pays et divisée par la concurrence. Parfois, ils se rapprochent pour former un seul bloc. Cette action n'est cependant pas encore le résultat de leur propre union, mais celui de l'union de la bourgeoisie, qui, pour atteindre ses fins politiques (renverser les classes féodales au pouvoir), doit mettre en branle le prolétariat tout entier et est encore capable de le faire. A ce stade, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, les vestiges de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits-bourgeois. Tout le mouvement historique est ainsi concentré entre les mains de la bourgeoisie : toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie.

Or le développement de l'industrie n'a pas pour seul effet d'accroître le prolétariat, mais encore de l'agglomérer en masses de

(1) Karl Marx, *La contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Editions sociales.

(2) Karl Marx, *La Sainte Famille*, chapitre IV, paragraphe 2, Editions sociales.

plus en plus compactes. Le prolétariat sent sa force grandir. Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus en son sein à mesure que le machinisme efface les différences dans le travail (non la production) et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence accrue à laquelle se livrent les bourgeois et les crises commerciales qui en découlent rendent le salaire des ouvriers de plus en plus instable. Le perfectionnement incessant et toujours plus poussé du machinisme rend leur condition de plus en plus précaire. Les heurts individuels entre les ouvriers et les bourgeois prennent de plus en plus un caractère de collision entre deux classes.

Bientôt, les ouvriers s'efforcent de monter des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour défendre leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables pour constituer des réserves en vue de révoltes éventuelles. Çà et là, la lutte éclate sous forme d'émeutes.

Parfois, les ouvriers triomphent : mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès

immédiat que la solidarité grandissante des travailleurs. Cette solidarité est facilitée par l'accroissement des moyens de communication, qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or il suffit de cette prise de contact pour transformer les nombreuses luttes locales, qui, partout, revêtent le même caractère, en une lutte nationale à direction centralisée, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. Et l'union que les bourgeois du Moyen Age mettaient des siècles à établir par leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes l'établissent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante » (1848) (3).

(3) Karl Marx, *Le Manifeste du Parti communiste*, Editions SELIO, Classiques du marxisme, mars 2006, pages 34 à 36.

## DOCUMENT N° 4

# Résolution du IX<sup>e</sup> Congrès de la CGT

## La Charte d'Amiens de 1906 (1)

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT :

La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ;

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles

(1) Charte adoptée au XV<sup>e</sup> Congrès national corporatif (IX<sup>e</sup> de la Confédération) de la CGT et Conférence des Bourses du travail tenus à Amiens du 8 au 14 octobre 1906, par 830 voix, 8 contre et 1 blanc.

On la trouve dans *Cent regards sur le XX<sup>e</sup> siècle*, Ed. Informations ouvrières, 2001, pages 29 à 31.

que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

## DOCUMENT N° 5

*Vladimir I. Lénine*

**A propos du dogmatisme de gauche**

# **Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières à l'influence des agents de la bourgeoisie**

Dans l'ouvrage *La maladie infantile du communisme*, publié en 1920, Lénine cherche à convaincre les militants communistes allemands et italiens de la gravité des erreurs gauchistes, qu'il qualifie de "maladie infantile", car ces militants sont exaspérés par la violence de la répression menée par le Parti social-démocrate en collaboration avec les généraux d'empire en Allemagne et par la passivité des dirigeants syndicaux qui s'efforcent de contenir et de disloquer les grèves pour sauver le capitalisme en Italie comme dans toute l'Europe.

Il indique que ce dogmatisme de gauche est très dangereux s'il n'est pas surmonté rapidement. C'est une discussion approfondie qui se mène au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (22 juin-12 juillet 1921) sur ces questions, et qui débouche sur les principes de la stratégie du front unique ouvrier.

Par la suite, le dogmatisme de gauche sera instrumentalisé comme moyen de disloquer par des phrases radicales (la phrase "révolutionnaire") le mouvement de la classe. Ainsi, Staline impose la ligne dite "de la troisième

période” de l’Internationale communiste, et interdit le front unique SPD-KPD contre Hitler.

Pendant et après la grève générale de mai-juin 1968, de nombreux groupes à “posture révolutionnaire”, issus de la crise du stalinisme, ont cherché à disloquer le combat de la jeunesse et des travailleurs. Nous avons alors défini ces groupes comme des “gauchistes décomposés” pour marquer qu’ils n’avaient plus rien à voir avec un infantilisme ou une impatience, caractéristiques données alors par Lénine en 1920. Le point commun de tous les dogmatistes de gauche est qu’ils refusent la stratégie du front unique ouvrier, qui cherche à réaliser l’unité de la base au sommet des rangs ouvriers contre le capital, et dont le premier élément est l’indépendance des organisations vis-à-vis de la bourgeoisie.

Trotsky, en 1940, précise l’enjeu dans un texte inachevé, *Les syndicats à l’époque de la décadence impérialiste* : le capital financier a besoin de régimes autoritaires, dans lesquels les syndicats doivent être muselés et intégrés à l’Etat (cf. document n° 8, page 26).

Voici les arguments développés par Lénine :

*“Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ?*

*Les “gauches” allemandes croient pouvoir répondre sans hésiter à cette question par la négative. Selon elles, les déclamations et les apostrophes courroucées à l’adresse des syndicats “réactionnaires” et “contre-révolutionnaires” suffisent (...). Mais si convaincues que soient les “gauches” allemandes du caractère révolutionnaire de cette tactique, elle est en réalité foncièrement erronée, et à part quelques phrases creuses, elle ne renferme rien (...).*

*Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l’état de dispersion et d’impuissance où se trouvaient les ouvriers aux premières ébauches du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l’union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu’il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires : une certaine étroitesse corporative (1), une certaine tendance à l’apolitisme, un certain esprit*

*de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s’est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l’action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière (...).*

*En Russie, les mencheviks avaient (et ont encore en partie dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et opportuniste. Les mencheviks d’Occident se sont bien plus solidement “implantés” dans les syndicats, et une “aristocratie ouvrière” corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d’esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l’impérialisme, y est apparue, bien plus puissante que chez nous (...).*

*Mais nous luttons contre l’“aristocratie ouvrière” au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous : nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or c’est précisément la faute que commettent les communistes allemands “de gauche”, qui, de l’esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des milieux dirigeants syndicaux, concluent à... la sortie des communistes hors des syndicats !! au refus d’y travailler !! et qui voudraient créer de nouvelles formes d’organisation ouvrière qu’ils inventent !! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car nos mencheviks, de même que tous les leaders opportunistes, social-chauvins et kautskystes des syndicats, ne sont pas autre chose que des “agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier” (ce que nous avons toujours dit des mencheviks) ou “les commis ouvriers de la classe capitaliste” (labour lieutenants of the capitalist class), selon la belle expression, profondément juste, des disciples américains de Daniel De Léon. Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c’est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l’influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des “ouvriers embourgeoisés” (consultez à ce sujet la lettre d’Engels à Marx sur les ouvriers anglais, 1858) (...).*

*Des millions d’ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne, passent pour la première fois de l’inorganisation totale à la forme*

(1) Etrousses corporatives : qui limite l’action aux revendications catégorielles, à ne pas confondre avec le corporatisme qui représente un système d’intégration des syndicats à l’appareil d’Etat, correspondant à la doctrine sociale de l’Eglise (mise en œuvre par Mussolini).

*d'organisation élémentaire, inférieure, la plus simple et la plus accessible (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois), savoir : aux syndicats. Et les communistes "de gauche", révolutionnaires, mais déraisonnables, sont là à crier "la masse", "la masse" ! et refusent de militer au sein des syndicats !! en prétextant de leur esprit réactionnaire !! (...).*

*Le comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale doit, à mon avis, condamner ouvertement et engager le prochain congrès de l'Internationale communiste à condamner d'une façon générale la politique de non-participation aux syndicats réactionnaires (en expliquant minutieusement ce qu'une telle non-participation a de déraisonnable et d'infiniment préjudiciable à la cause de la révolution prolétarienne) (...)" (2).*

Dans ses conclusions Lénine définit ce que représente le refus du compromis, de combattre dans les syndicats et de siéger dans les parlements bourgeois :

*« L'essentiel aujourd'hui est que les communistes de chaque pays prennent bien conscience, d'une part, des objectifs fondamentaux — objectifs de principe — de la lutte contre l'opportunisme et le doctrinarisme "de gauche", et de l'autre des particularités*

*concrètes que cette lutte revêt et doit inévitablement revêtir dans chaque pays, conformément aux caractères spécifiques de son économie, de sa politique, de sa culture, de sa composition nationale (Irlande, etc.), de ses colonies, de ses divisions religieuses, etc. (...).*

*L'Histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, "plus ingénieuse" que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées (...).*

*Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées, sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles et imaginables ; que notre devoir de communistes est de prendre possession de toutes ces formes, d'apprendre à les compléter aussi rapidement que possible l'une par l'autre, à les remplacer l'une par l'autre, à adapter notre tactique à tout changement qui n'aura pas été suscité par notre classe ou par nos efforts" (3).*

(2) Lénine, *La maladie infantile du communisme ("le gauchisme")*, Editions sociales, 1968, pages 35, 39-40, 41, 42, 43-44, 45.

(3) *Ibidem*, pages 87, 92, 102.

## DOCUMENT N° 6

Léon Trotsky

# Prendre une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccuper de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte

*Nous publions une section du Programme de transition, qui porte sur les syndicats (1).*

## LES SYNDICATS DANS L'ÉPOQUE DE TRANSITION

Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. La

puissante montée des syndicats en France et aux Etats-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultra-gauches de la passivité qui prêchaient que les syndicats « avaient fait leur temps ».

(1) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, Programme de transition*, Classiques du marxisme, SELIO, avril 2013, pages 32 à 34.

Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte, même là où il s'agit seulement des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupent de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'État bourgeois et de lier le prolétariat par « l'arbitrage obligatoire » et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi « démocratiques ». C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, et en particulier contre la bureaucratie stalinienne. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir des petits syndicats « révolutionnaires » comme une seconde édition du parti signifient, en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV<sup>e</sup> Internationale.

En même temps, la IV<sup>e</sup> Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme syndical, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes :

a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le *parti*. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.

b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière, et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement

ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations *ad hoc*, qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITÉS DE GREVE, les COMITÉS D'USINES, et, enfin, les SOVIETS.

c) En tant qu'organisation des couches supérieures du prolétariat, les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris l'expérience toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois.

C'est pourquoi les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées (« progressistes »). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne.

## DOCUMENT N° 7

Léon Trotsky

## Rejeter la routine comme la peste, prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes

*Nous publions ici une section du Programme de transition (1), qui aborde la relation entre les syndicats et les comités d'usine.*

Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes.

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste « normal ». Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers.

Si la grève avec occupation soulève cette question épisodiquement, le COMITÉ D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Elu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le comité d'usine crée d'un coup un contrepoids à la volonté de l'administration.

À la critique que les réformistes font des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les « patrons de droit divin », du genre de Ford (2), en face des « bons » exploiters « démocratiques », nous opposons le mot d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposent, en règle générale, à la création de comités d'usine, de même qu'ils s'opposent à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où les ouvriers de l'entreprise, dans les périodes « calmes »,

appartiennent déjà tous aux syndicats (*closed shop*) (3), le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

Dès que le comité fait son apparition, il s'établit en fait une DUALITÉ DE POUVOIR dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période prérévolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

(1) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*, Classiques du marxisme, SELIO, avril 2013, pages 34-35.

(2) Henry Ford (1863-1947), fondateur de la puissante entreprise capitaliste automobile qui porte son nom : *Ford Motor Company*.

(3) *Closed shop* : pratique syndicale, en vigueur en Grande-Bretagne et aux États-Unis, qui prévoit, dans une convention collective ou un accord d'entreprise, l'insertion d'une clause engageant l'employeur à n'embaucher que des travailleurs syndiqués.

## DOCUMENT N° 8

Léon Trotsky

## Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

**Avertissement :** Les notes publiées ci-dessous (1) furent retrouvées sur le bureau de Léon Trotsky au moment de son assassinat, le 20 août 1940. Elles constituent le brouillon inachevé de l'article qu'il préparait sur les caractéristiques du mouvement syndical à notre époque. Mais comme telles, et malgré leur forme inachevée et forcément incomplète, elles représentent une analyse pénétrante de la question.

### L'INTÉGRATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES AU POUVOIR DE L'ÉTAT

Il y a un aspect commun dans le développement, ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndi-

cats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à « libérer » l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste (2).

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat « démocratique » combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, cela n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

(1) Ce texte français se base sur le texte anglais publié pour la première fois en février 1941 dans *Fourth International*. Il a été publié en français par la SELIO, dans la brochure *Cahiers du Marxisme*, n° 5, sous le titre « *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* », 1972, pages 25 à 33.

(2) Tendance renforcée par le FMI, OMC et l'Union européenne.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs, et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays « arriérés ». Cela constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

### MOTS D'ORDRE POUR L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndicats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière, qui, dans les bons vieux temps, quand le libre-échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive.

Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes.

Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile.

Pour la même raison, nous ne pouvons renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste**. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : **démocratie dans les syndicats**.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque

peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

### **NÉCESSITÉ DU TRAVAIL DANS LES SYNDICATS**

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats, non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatisante à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui, en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamné à périr. Et il faut dire qu'il mérite son sort.

### **DANS LES PAYS "ARRIÉRÉS"**

Du fait que dans les pays « arriérés », le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national, mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs, mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relati-

vement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays « arriérés », c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste au semi-bonapartiste.

Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière.

Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

### **LE CAPITALISME MONOPOLISATEUR ET LES SYNDICATS**

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors, tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformatrice (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de

plus, car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue.

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires, qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale est non seulement le programme d'activité du parti, mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale (3).

### Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

Le développement des pays « arriérés » présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

### En Angleterre

Dans tout le mouvement syndical mondial, on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre, le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou) ; les leaders syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents fidèles du parti conservateur.

### En France

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-sindicalistes sous la direction de Jouhaux (4) et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT (5) est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

### Aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO (6) met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses.

Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombait sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la nouvelle se réduit dans une large mesure à une lutte pour parvenir à la collaboration avec Roosevelt et son cabinet pour obtenir leur appui.

(3) (Note du traducteur de 1972 : A cet endroit, Trotsky avait laissé une place pour développer plus profondément le rapport entre l'activité des syndicats et le programme transitoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est évident que cela implique également un argument puissant en faveur du mot d'ordre : instruction militaire sous contrôle des syndicats. L'idée suivante est explicite : ou bien les syndicats servent de sergents recruteurs pour l'armée et la guerre impérialiste, ou bien ils entraînent les travailleurs vers leur autodéfense et pour la révolution).

(4) Léon Jouhaux (1879-1954), dirigeant syndical réformiste, secrétaire de la CGT de 1909 à 1947, puis président de la CGT-FO de 1947 jusqu'à sa mort.

(5) En juillet 1940, René Belin, responsable de la CGT, devient ministre du travail du maréchal Pétain, et, à ce titre, signe le décret de dissolution de la CGT en novembre 1940.

(6) Congress of Industrial Organization (CIO – Congrès des organisations industrielles), confédération syndicale nord-américaine issue d'une scission de l'AFL (American Federation of Labor) en 1938. Elle se réunifiera avec l'AFL pour former l'AFL-CIO en 1955.

### En Espagne

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols. Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui, dans une certaine mesure, représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs leaders devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amointrit pas sa signification. La guerre est une continuation de la politique. Elle en favorise les développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque, et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite est dû à l'exacerbation des contradictions sociales et internationales.

Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou on leur avait fait comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer à l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouvement de masses et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Cela motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats, l'évolution vers le régime totalitaire, caractéristique fondamentale de la période.

### En Hollande

Nous devons également évoquer le cas de la Hollande, où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour l'impérialisme, mais où la prétendue organisation anarcho-syndicaliste passa également sous le contrôle du gouvernement impérialiste. En dépit de ses sympathies platoniques pour la IV<sup>e</sup> Internationale, Sneevliet (7), le secrétaire de l'organisation, avait, comme député au Parlement hollandais, pour premier objectif d'éviter que les foudres du gouvernement ne s'abattent sur son organisation syndicale.

### Au Mexique

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évi-

demment rien de commun avec le socialisme.

C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays « arriéré » qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part, contre l'impérialisme étranger, et, d'autre part, contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois.

Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière et à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

### L'ANARCHISME

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé avec une clarté particulière que l'anarchisme, qui, du point de vue théorique, n'est jamais qu'un libéralisme poussé à l'extrême, ne fut dans la pratique qu'un mouvement de propagande s'exerçant paisiblement dans le cadre de la

---

(7) Henk Sneevliet (1883-1942), cheminot néerlandais, vétéran du mouvement ouvrier dans ce pays. Fonde l'Union social-démocrate de Java en 1913, qui donnera naissance au PC indonésien en 1920. Après 1917, expert du Komintern en Chine dans les années 1920, et est à l'origine de l'entrée des communistes dans le Kuomintang. Revenu aux Pays-Bas, il fonde le NAS, syndicat « indépendant », et se rapproche de l'Opposition de gauche. Il fondera ultérieurement le RSP, puis le RSAP, qui militent pour la IV<sup>e</sup> Internationale jusqu'en 1938. Arrêté par les nazis, il est fusillé en juin 1942.

république démocratique dont il cherchait la protection.

Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme mouvement de masse et d'action politique, n'a exercé qu'une activité propagandiste sous la protection pacifique de la légalité.

Dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes.

Ce fait fut signalé par Marx en relation avec les événements de la Commune de Paris, et il se reproduisit à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

\*  
\*      \*

*Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes*

*dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps.*

*Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire, qui est la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.*

Août 1940

## DOCUMENT N° 9

*Léon Trotsky*

# Le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire par la lutte des classes

*Face à la politique criminelle de division mise en place en Allemagne par l'Internationale communiste de Staline, et qui aboutira à une défaite sans combat du prolétariat allemand en 1933, Trotsky (1) arme les militants sur la nature de cette politique de division et y oppose l'unité des rangs ouvriers, face à la montée de Hitler. Le combat pour le front unique est au centre de la situation. La question fondamentale du rapport entre l'avant-garde ouvrière construisant le parti ouvrier indépendant et l'ensemble de la classe ouvrière y est clairement posée. Il revient aussi dans ce texte sur la question de « l'ultimatum ».*

« Le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire, mais à travers la lutte de classe, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise, que pour les combats politiques "nationaux", tel que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et

(1) Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ?* Editions Buchet-Chastel, 1973, pages 110 à 115.

d'artificiel, ni une manœuvre habile — non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat.

Le passage du *Manifeste du Parti communiste* où il est dit que les communistes ne s'opposent pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que celles du prolétariat, exprime l'idée que la lutte du parti pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat.

Le *Rote Fahne* (le *Drapeau rouge*, journal du PC allemand — NDR) condamne avec raison l'affirmation selon laquelle "*les intérêts de classe sont au-dessus des intérêts du parti*". En fait, il y a coïncidence entre les intérêts bien compris de la classe et les tâches correctement formulées du parti. Tant que l'affaire se limite à cette affirmation historico-philosophique, la position du *Rote Fahne* est inattaquable. Mais les conclusions politiques qu'il en tire bafouent directement le marxisme.

L'identité de principe des intérêts du prolétariat et des tâches du Parti communiste ne signifie pas que le prolétariat dans son ensemble est dès aujourd'hui conscient de ses intérêts, ni que le parti les formule correctement dans n'importe quelles conditions. La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec une compréhension toute faite de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction sur la base de l'expérience des luttes. Cependant, la bureaucratie stalinienne considère qu'on peut exiger tout simplement du prolétariat qu'il se soumette à la seule vue du passeport du parti, portant le cachet de l'Internationale communiste.

Tout front unique qui n'est pas placé d'avance sous la direction du Parti communiste, répète le *Rote Fahne*, est dirigé contre les intérêts du prolétariat. Celui qui ne reconnaît pas la direction du Parti communiste est par là même un "contre-révolutionnaire". L'ouvrier est obligé de croire l'organisation communiste sur parole et à l'avance. Partant de l'identité de principe des tâches du parti et de la classe, le fonctionnaire s'arroge le droit de donner des

ordres à la classe. La tâche historique que le Parti communiste doit encore remplir, l'unification sous son drapeau de la majorité écrasante des ouvriers, le bureaucrate la transforme en ultimatum, en revolver appuyé contre la tempe de la classe ouvrière. La pensée dialectique est remplacée par une pensée formaliste, administrative et bureaucratique.

La tâche historique qu'il faut accomplir est considérée comme déjà accomplie. La confiance qu'il faut gagner est considérée comme déjà gagnée. Il est évident que c'est une solution de facilité. Mais cela ne fait pas beaucoup avancer l'affaire. En politique, il faut partir de ce qui existe et non de ce qu'on souhaite qu'il y ait, ni de ce qui sera. Si on la pousse jusqu'au bout, la position de la bureaucratie stalinienne est, au fond, la négation du parti. En effet, à quoi se réduit tout son travail historique si le prolétariat doit reconnaître à l'avance la direction de Thaelmann et Remmele (2) ?

De l'ouvrier qui veut rejoindre les rangs des communistes, le parti a le droit d'exiger : tu dois accepter notre programme, nos statuts et la direction de nos organismes élus. Mais il est absurde et criminel de poser a priori la même exigence, ou même une partie de cette exigence, aux masses ouvrières ou aux organisations ouvrières, alors qu'il s'agit d'actions communes pour des tâches militantes bien déterminées. Cela signifie saper les fondements mêmes du parti, qui ne peut remplir sa fonction que dans le cadre de rapports corrects avec la classe. Au lieu de lancer un ultimatum unilatéral qui irrite et offense les ouvriers, il faut proposer un programme précis d'actions communes : c'est la voie la plus sûre pour conquérir la direction effective.

L'ultimatum est une tentative pour violer la classe ouvrière quand on n'arrive pas à la convaincre : si vous, les ouvriers, ne reconnaissez pas la direction de Thaelmann-Remmele-Neumann, nous ne vous permettrons pas de faire le front unique. Un ennemi perfide n'aurait pas pu imaginer de situation plus désavantageuse que celle dans laquelle se placent les chefs du Parti communiste. Sur cette voie, ils courent à leur perte.

(2) Dirigeants staliniens allemands.

La direction du Parti communiste allemand ne fait que souligner plus clairement son ultimatum lorsque, dans ses appels, elle fait machine arrière de façon purement casuistique : *“Nous ne vous demandons pas d’accepter à l’avance nos conceptions communistes.”* Cela sonne comme une excuse pour une politique qui n’a aucune excuse. Quand le parti déclare qu’il se refuse à engager quelques négociations que ce soit avec les autres organisations, mais qu’il permet aux ouvriers sociaux-démocrates de rompre avec leur organisation et de se placer sous la direction du Parti communiste sans se dire communistes, cela relève du plus pur ultimatum.

Le recul en ce qui concerne *“les conceptions communistes”* est tout à fait ridicule : le fait de se dire communiste n’arrête pas l’ouvrier qui est prêt à rompre dès aujourd’hui avec son parti pour prendre part à la lutte sous la direction communiste. L’ouvrier est étranger aux subterfuges diplomatiques et au jeu des étiquettes. Il juge la politique et l’organisation sur le fond. Il reste à la social-démocratie tant qu’il ne fait pas confiance à la direction communiste.

On peut dire sans risque de se tromper que la majorité des ouvriers sociaux-démocrates restent encore aujourd’hui dans leur parti, non pas parce qu’ils font confiance à la direction réformiste, mais uniquement parce qu’ils n’ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais, dès aujourd’hui, ils veulent se battre contre le fascisme. Si on leur indique la prochaine étape de la lutte commune, ils exigeront de leur organisation qu’elle s’engage sur cette voie. S’ils sentent une résistance de la part de leur organisation, ils peuvent aller jusqu’à rompre avec elle.

Au lieu d’aider les ouvriers sociaux-démocrates à trouver leur voie par l’expérience, le comité central du Parti communiste aide les chefs de la social-démocratie contre les ouvriers. Leur répugnance à se battre, leur peur de la lutte, leur incapacité à se battre, les Wels et les Hilferding (3) les dissimulent aujourd’hui avec succès,

en se référant à la volonté du Parti communiste de ne pas participer à une lutte commune.

Le refus obstiné, stupide, absurde de la politique de front unique de la part du Parti communiste est devenu, dans les conditions actuelles, la ressource politique primordiale de la social-démocratie. C’est précisément pourquoi la social-démocratie, avec le parasitisme qui la caractérise, s’accroche ainsi à notre critique de la politique ultimatumiste de Staline-Thaelmann. (...)

La lutte de Lénine contre l’ultimatumisme était une lutte pour l’établissement de rapports corrects entre le parti et la classe. Dans l’ancien Parti bolchevique, les ultimatumistes n’ont jamais réussi à jouer un rôle tant soit peu important : sinon, la victoire du bolchevisme aurait été impossible. Le bolchevisme tirait sa force de son attitude attentive et pleine de finesse à l’égard de la classe.

Quand il fut au pouvoir, Lénine poursuivit la lutte contre l’ultimatumisme, en particulier, et surtout, en ce qui concerne les syndicats.

*“Si aujourd’hui en Russie, écrivait-il, après deux ans et demi de victoires extraordinaires sur la bourgeoisie de la Russie et de l’Entente, nous posions comme condition d’adhésion aux syndicats “la reconnaissance de la dictature”, nous ferions une bêtise, nous entamerions notre influence sur les masses, nous aiderions les mencheviks. En effet, toute la tâche des communistes consiste à savoir convaincre les retardataires, à savoir travailler parmi eux, et non à s’en couper avec des mots d’ordre “de gauche puérils”.”* (La maladie infantile du communisme, le gauchisme.)

Cela est d’autant plus impératif pour les partis communistes de l’Ouest, qui ne représentent qu’une minorité de la classe ouvrière. »

(3) Dirigeants sociaux-démocrates allemands.

## DOCUMENT N° 10

Léon Trotsky

## Les ouvriers ont construit, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, leurs foyers de démocratie prolétarienne

*Trotsky (1) explique, dans ce texte rédigé en janvier 1932, comment durant des décennies, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise leurs foyers de démocratie prolétarienne que sont les syndicats, les partis, les coopératives... Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements.*

« Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la II<sup>e</sup> Internationale à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste.

Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une "signification de classe" pour le prolé-

riat ? Que les grands théoriciens se penchent sur ce problème. Ayant qualifié le régime de bourgeois — ce qui est indiscutable —, Hirsch (2), comme ses maîtres, oublie un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils substituent au processus historique une abstraction sociologique aride. Mais la lutte des classes se mène sur la terre de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme n'est pas l'abstraction de l'Etat démocratique, mais les organisations vivantes du prolétariat, où est concentrée toute son expérience et qui préparent l'avenir.

Le fait que le passage de la démocratie au fascisme puisse avoir un caractère "organique" ou "progressif" ne signifie évidemment rien d'autre, si ce n'est qu'il est possible d'enlever au prolétariat sans secousse ni combat non seulement ses conquêtes matérielles — un certain niveau de vie, une législation sociale, des droits civiques et politiques —, mais aussi ses organisations. Ainsi, ce passage "à froid" au fascisme présuppose la plus effroyable capitulation politique du prolétariat qu'on puisse imaginer. »

(1) Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ?*, Editions Buchet-Chastel, 1973, pages 102-103.

(2) Trotsky polémique ici avec Weber Hirsch, rédacteur en chef du journal du PC Allemand en 1930, qui, à la suite de Staline, explique dans un article « *qu'entre la démocratie et le fascisme, il n'y a pas de différence de point de vue du contenu de classe* » (*Die Internationale*, janvier 1932).

## DOCUMENT N° 11

Léon Trotsky

## Les comités d'action, une représentation révolutionnaire des masses en lutte

*Après la manifestation d'unité du 12 février 1934, Trotsky cherche, en partant des formes d'organisation existantes, à aider les masses à disposer d'un instrument pour combattre, se situant sur le terrain de l'indépendance de classe (1) : l'appareil politique de la lutte.*

« Il serait erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique, et par conséquent stérile, d'aborder la question.

Les ouvriers ne peuvent élire les comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie (2). Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation

actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse d'en haut leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible. »

*Après avoir évoqué la politique des appareils, Léon Trotsky poursuit :*

« On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, et dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action. Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposi-

(1) Ce texte est extrait de l'article « Front populaire et comités d'action », de novembre 1935, et publié dans le recueil des textes de Léon Trotsky *Où va la France ?*, Editions SELIO, pages 80 à 83.

(2) Les bagarres de Limoges, le 17 novembre 1935, avaient revêtu le même caractère révolutionnaire que celles de Brest et Toulon au début d'août. Cependant, la propagande des Partis socialiste et communiste, les mises en garde contre les « provocateurs », les appels réitérés au gouvernement pour une action contre les factieux contribuaient à limiter la portée de ces événements et, d'une certaine manière, à empêcher leur renouvellement.

tion à élire des comités pour enquêter sur les événements sanglants et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui a eu lieu dans les casernes cet été, contre le « rabiote », les soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie.

De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire est comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action comme l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire, puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner de ce nom les comités d'action.

Aujourd'hui, en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom de soviets l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore près en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été pendant leurs premiers pas ce qu'ils devaient devenir par la suite, ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comi-

tés ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir.

Cela aboutira-t-il aux soviets véritables ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si l'actuelle situation critique en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action (...).

Il découle des considérations exposées plus haut un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue gauche révolutionnaire (3). Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses.

Les centristes ont beau bavarder sur "les masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent.

En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaires, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de "l'unité organique", qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent "l'unité" de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres, des social-patriotes. »

(3) Tendances de la SFIO (PS) dirigée par Marceau Pivert.

## DOCUMENT N° 12

Léon Trotsky

## Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir

### Première partie “Arracher la banque des mains des exploiters capitalistes”

Ce texte, rédigé par Léon Trotsky (1), est l'intervention faite au Comité confédéral national de la CGT, les 18 et 19 mars 1935, par le délégué de l'union départementale des syndicats confédérés de l'Isère, Alexis Bardin (2). On sait que Trotsky, à cette époque en résidence à Domène (Isère), avait largement contribué à la discussion et à l'élaboration collective de l'intervention de son jeune camarade, syndicaliste enseignant, professeur de dessin industriel au lycée Vaucanson, à Grenoble. Alexis Bourdin avait mandat de son union départementale pour intervenir au CCN. En 1935, la crise économique et politique touchait la France. La direction nationale de la CGT popularisait un « Plan » dont Trotsky critiquait le contenu. Bien que les questions revendicatives et politiques ne se posent pas dans les mêmes termes aujourd'hui, la manière dont est formulé le dialogue a gardé toute son actualité et son intérêt. Sans ultimatum, cette intervention combat la politique mise en œuvre par l'appareil.

Pour des raisons évidentes, ce texte n'a jamais paru sous la signature de son véritable auteur. Il fut publié dans *La Vérité*, n° 233, du 5 avril 1935, puis en brochure (*La Brèche syndicale*, 1935). Pour en faciliter l'accès, nous l'avons divisé en deux parties.

« Camarades,

La CGT se donne pour but l'“intensification de la propagande” en faveur du Plan (3). Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier s'il n'a pas de masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, on ait fait si peu pour le présenter aux masses et pour gagner celles-ci.

Les notes “à l'usage des propagandistes” que nous avons reçues de la CGT depuis des mois insistent sur la nécessité d'un “vigoureux effort de propagande orale poursuivi jusque dans les petits centres”. Je

(1) Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, présenté par Pierre Broué, « Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir », Editions de Minuit, 1967, pages 485 à 498, dont nous avons repris ici les sous-titres et les notes.

(2) Alexis Bardin (1905-1994), dit Prau. Chargé par ses deux frères, Alfred et Joannès Bardin, militants trotskystes du GBL, de jouer un rôle de courrier, il avait été gagné par Trotsky à ses positions politiques, alors qu'il était à la SFIO.

(3) C'est en 1933 que le socialiste belge Henri de Man avait fait adopter les thèses sur la planification au congrès du Parti ouvrier belge. Les idées « planistes » furent répandues en France par le groupe Révolution constructive, dont Georges Lefranc était l'un des animateurs. Le bureau d'études créé sur proposition de Jouhaux près du CCN de la CGT en mai 1934 élaborait un « plan de travail » qui fut adopté en octobre 1934 par le CCN.

suis sûr que les unions départementales pourraient mobiliser des cadres suffisants de propagandistes dévoués. Mais pour que leurs efforts soient vraiment vigoureux et surtout efficaces, il faut qu'elles-mêmes voient clair dans la question. Je dois cependant avouer que les discussions sur le Plan, même dans des cercles assez restreints, révèlent une certaine confusion. Peut-être ne sommes-nous pas suffisamment renseignés, nous autres, gens de province. Alors, le centre doit nous aider. Je veux, pour ma part, profiter de la session du CCN pour poser des questions, exposer quelques doutes, indiquer quelques lacunes et exiger quelques éclaircissements supplémentaires.

Dans cette salle, il y a beaucoup de camarades qui sont trop expérimentés dans la conduite des masses — beaucoup plus encore que moi — pour que je doive insister sur l'idée suivant laquelle la propagande ne peut porter que lorsqu'elle est claire et concrète. C'est pourquoi nous, propagandistes, nous vous demanderons un peu plus de clarté et un peu plus de précision sur le Plan.

### *Le but du Plan*

Dans les différents exposés de la CGT, nous lisons souvent qu'il s'agit de rénovation de l'économie nationale, parfois opposée à la "réorganisation économique et sociale", mais parfois aussi identifiée à celle-ci.

Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : "*Nous voulons la rénovation de l'économie nationale*", alors que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les Jeunesses patriotes, les démocrates populaires, le Front paysan (4), parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin, proclament et promettent tous la rénovation et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le plan de la CGT ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois, nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence

pour pallier la crise. Cependant, nous trouvons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la voie à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement — je ne parle qu'hypothétiquement — de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'Etat ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les "*notes à l'usage des propagandistes*" n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la CGT ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

### *L'anarchie du socialisme*

Les difficultés ne font que s'aggraver par le fait que nous ne connaissons la doctrine de la CGT et son programme que partiellement, et que les "*notes à l'usage des propagandistes*" ne nous indiquent pas la littérature qui pourrait nous renseigner. La seule autorité doctrinale citée par les exposés de la CGT, c'est Proudhon, le théoricien de l'anarchie. C'est lui qui a dit que l'"*atelier doit remplacer le gouvernement*". Aspirons-nous, nous aussi, à l'anarchie ? Voulons-nous remplacer l'anarchie capitaliste par l'anarchie toute pure ? Il semble que non, puisque le Plan parle de nationalisation des industries clés. Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or si nous avons recours à l'Etat pour centraliser et diriger l'économie, com-

(4) Pierre Taittinger, chef de file des Jeunesses patriotes, et Henry Dorgères, leader du Front paysan, étaient deux des plus connus parmi les dirigeants des « Ligues ». Les démocrates populaires étaient les ancêtres du MRP.

ment pouvons-nous invoquer Proudhon, qui réclamait de l'Etat une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums, les banques, tout cela dépasse totalement la vision proudhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé le *Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme*.

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la CGT.

Camarades, pour l'efficacité de notre propagande, cette précision est absolument indispensable.

### **Les propositions du Plan**

Le Plan de la CGT insiste surtout sur ce fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banque et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la CGT les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la "nationalisation du crédit" et du « *contrôle des banques* ». Mais c'est plutôt par exception qu'on parle, dans le même texte, de la "nationalisation des banques". Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, oui ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : "*La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque.*"

Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perplexité, il a remarqué : "*Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme*

*les trusts, les compagnies de chemin de fer, etc. Ils sont tous au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple.*" Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploités capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

### **Contre la dictature du capital financier**

Dans les "*Notes à l'usage des propagandistes*", je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se fondant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : "*Pratiquement, on peut dire que 90 personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays.*" Voilà une affirmation précise, et écrasante dans sa précision.

Ainsi, le bien-être ou la misère de cent millions d'êtres humains — car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies, saignées plus encore que la métropole par les 90 requins —, le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de 90 magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang.

Malheureusement, ni l'exposé du Plan ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces 90 monarches qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Notre propagande deviendra alors beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace (5).

### *La nationalisation de l'industrie*

Dans l'exposé du Plan, nous trouvons un paragraphe important sous le titre : "*Les Nationalisations industrialisées.*" Ce titre paraît bien étrange. On comprend ce que signifie l'industrie nationalisée, mais on reste tout à fait surpris devant la "*nationalisation industrialisée*". Permettez-moi de dire que de pareils artifices de terminologie compliquant la tâche du propagandiste, en obscurcissant les choses les plus simples.

Nous nous félicitons en tout cas du fait que la dernière rédaction du Plan pose la thèse suivante : *La nationalisation de certaines industries clés est nécessaire.* Cependant, le mot "*certaines*" paraît superflu. Nous ne pouvons pas, naturellement, prétendre nationaliser d'un seul coup toutes les industries, les petites, les moyennes, les grandes. Au contraire, pour les petits industriels, pour les artisans comme pour les petits commerçants et les paysans, le régime que nous voulons établir doit comporter la plus grande indulgence. Mais le texte parle explicitement des industries clés, c'est-à-dire des trusts et des cartels puissants, des congrégations comme le Comité des forges, le Comité des houillères, les Compagnies de chemin de fer, etc. En tant qu'industries clés, il faut les nationaliser toutes, et pas "*certaines*" seulement. Il nous semble même, dans l'Isère, qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Pour parler au peuple, il faut être concret, il faut nommer les choses par leur nom et donner des chiffres exacts, sinon l'ouvrier et surtout le paysan diront : "*Ce n'est pas un plan, mais plutôt le rêve platonique d'un bureau quelconque.*"

### *Conditions d'acquisition*

C'est sous ce titre que l'exposé du Plan parle des conditions de la nationalisation des industries clés, et évidemment aussi des banques. Nous sommes habitués à penser que la nationalisation doit se faire au moyen d'expropriations effectuées contre les exploités. Pourtant le Plan parle, non pas de l'expropriation, mais de l'acquisition. Est-ce que cela signifie que l'Etat doit tout simplement acheter aux capitalistes les entreprises créées par le travail des ouvriers ? Il s'avère que oui. A quel prix ? L'exposé nous répond : le prix doit être calculé "*sur la valeur réelle au moment du rachat*". Nous apprenons par la suite que "*l'amortissement doit être calculé sur une période de quarante ou cinquante ans*". Voilà, camarades, une combinaison financière qui ne sourirait guère ni aux ouvriers ni aux paysans. Comment ? Nous voulons transformer la société et nous commençons par la reconnaissance totale et intégrale de la sacro-sainte propriété capitaliste !

C'est juste ce que le président du Conseil, M. Flandin, a dit récemment au Parlement : "*Le capital, c'est du travail accumulé.*" Et tous les capitalistes du Parlement ont applaudi à cette formule. Malheureusement, elle n'est pas complète. Il faudrait dire en vérité : "*Le capital, c'est du travail d'ouvriers accumulé par leur exploitateur.*" C'est ici le moment de citer Proudhon sur la propriété capitaliste. Vous connaissez la formule « *La propriété, c'est le vol* ». On pourrait dire dans ce sens : "*La propriété des 90 magnats qui dirigent la France, c'est du vol accumulé.*" Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expro-

(5) Les nationalisations devraient être ultérieurement écartées du programme du Front populaire sur l'insistance des communistes. Cf. Maurice Thorez, dans *L'Humanité* (13 juillet 1936) : « *Les camarades du parti socialiste voulaient introduire dans le programme les nationalisations. Nous nous sommes refusés à semer des illusions. Nous avons tenu bon. Nous avons eu raison.* »

priation pure et simple — ou, si vous voulez, la confiscation.

J'espère bien que, dans cette assemblée qui représente les opprimés, les exploités, personne n'est animé de sympathie pour les magnats menacés de chômage et de misère. Ils sont d'ailleurs assez prévoyants pour s'assurer de tous côtés et, si vraiment l'un d'entre eux se trouvait sans ressources, l'Etat lui assurerait la même pension qu'aux ouvriers retraités. Nous avons suffisamment de vieillards, de jeunes dans la misère, frappés par la maladie, de chômeurs permanents,

de femmes vouées à la prostitution. Pour remédier à toute cette misère humaine, nous aurons bien besoin des sommes que le Plan, trop généreux, est prêt à attribuer aux exploités et à leurs descendants pendant un demi-siècle. Mais cela signifie, camarades, vouloir élever deux nouvelles générations de faibles ! Non, ce seul paragraphe suffit pour compromettre irréparablement le Plan tout entier aux yeux des masses affamées. Biffez, camarades, ce paragraphe, aussitôt que possible. Voilà encore une proposition de notre UD. »

## DOCUMENT N° 13

*Léon Trotsky*

# Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir

## Deuxième partie

*“Le syndicat n'est pas un but en soi,  
sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion  
des affaires publiques toute la masse travailleuse”*

### « L'abolition du secret commercial

Les “Notes à l'usage des propagandistes” nous apprennent : “La fraude fiscale est élevée à la hauteur d'une institution.” C'est très bien dit. C'est juste et clair. Mais il ne s'agit pas que de la fraude fiscale. Les affaires Oustric et Stavisky (7) nous ont rappelé que toute l'économie capitaliste est basée, non seulement sur l'exploitation légalisée, mais aussi sur la fraude générale. Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il existe un moyen magnifique, qui s'appelle le *secret commercial*. On prétend qu'il est nécessaire pour la concurrence. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secret entre eux. Le prétendu secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les

producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

A vrai dire, le plan de la CGT n'est pas encore un plan : il ne contient que des directives générales et même peu précises. Un vrai plan économique exige des données concrètes, des chiffres, des diagrammes. Nous sommes naturellement bien

(7) La faillite de la banque Oustric, en 1926, entraîna un scandale dans lequel furent compromis plusieurs parlementaires. Quant au scandale Stavisky, découvert en décembre 1933, on sait qu'il rejaillit lui aussi sur les milieux parlementaires, fournissant aux Ligues, au début de 1934, la matière de leurs attaques contre la « corruption du parlementarisme ».

loin de cela. La première condition pour une première esquisse du Plan consiste à mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de revient, comme les “faux frais” de la fraude capitaliste. Et pour cela, il faut abolir, une fois pour toutes, le complot des fraudeurs qui se nomme le secret commercial.

### *Le contrôle ouvrier*

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier. Nous sommes, dans l'Isère, résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : “*Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière.*” Cependant, nous n'opposons nullement ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie — ce qui est absolument nécessaire aussitôt que possible pour le salut de la civilisation —, il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, de la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier, en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir les “*conseils d'industrie*”), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l’“*organisation professionnelle*”. Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la

masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle.

### *La semaine de quarante heures*

Le Plan réclame l'application de la semaine de quarante heures sans diminution des salaires. Voilà un mot d'ordre indiscutable. Mais nous savons trop bien que la classe dirigeante et son Etat se tournent dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'ils veulent abaisser les salaires sans diminuer le nombre des heures de travail. Quels sont donc nos moyens pour aboutir à la semaine de quarante heures ? Les “*Notes à l'usage des propagandistes*” nous apprennent qu’“*une action a été engagée pour l'aboutissement d'une convention internationale*”, et continuent : “*Il se peut qu'elle aboutisse prochainement.*” Il se peut... ce n'est pas bien précis et, étant donné la situation économique et politique internationale, nous sommes plutôt enclins à conclure : il ne se peut pas. Si nous nous trompons, notre représentant à Genève corrigera notre pessimisme. Jusqu'à nouvel ordre, les chômeurs de Grenoble — et nous en avons ! — n'attendent pas grand-chose des ententes genevoises.

Et qu'est-ce qu'on nous propose, à part l'espoir de l'aboutissement prochain d'une convention diplomatique ? Les “*Notes*” poursuivent : “*La propagande doit être poursuivie dans le pays pour faire comprendre la portée sociale de cette revendication ouvrière.*” Simplement pour “*faire comprendre*” ? Mais tous les ouvriers, même les plus simples, comprennent très bien l'avantage de la semaine de quarante heures sans diminution de salaire. Ce qu'ils attendent de la CGT, c'est l'indication des moyens par lesquels on peut aboutir à la réalisation de ce mot d'ordre (8). Mais c'est ici, précisément, que commence la grande lacune du Plan : il fait des propositions, il émet des suggestions, il formule des mots

d'ordre, mais il se tait totalement sur les moyens de leur réalisation.

### ***La question paysanne***

Cependant, avant de passer à la question des moyens de réalisation du Plan, il faut nous arrêter sur une question d'une gravité exceptionnelle : la question paysanne. Tout le monde en parle, tout le monde proclame la nécessité d'améliorer la situation des paysans, mais il y a beaucoup de malins qui voudraient préparer pour les paysans une omelette sans casser les œufs du grand capital. Cette méthode ne peut être la nôtre.

Commentant le Plan, les *"Notes à l'usage des propagandistes"* disent : *"Il faut libérer les paysans de la double étreinte : trusts des engrais au départ, consortium des grands moulins et de la meunerie à l'arrivée."*

Il est bien de dire : *"Il faut libérer les paysans"*, mais vous savez bien que le paysan n'aime pas les formules vagues et platoniques. Et il a diablement raison. *"Il faut libérer."* Mais comment ? Voici la seule réponse possible : il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie, et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

Le Plan parle de la *"réorganisation générale de la production agricole"*, mais il ne précise ni le sens de cette réorganisation ni ses moyens. L'idée d'exproprier les paysans ou de les forcer par la violence à se mettre sur la voie de la production socialiste est si absurde qu'elle ne vaut pas la peine d'être critiquée. Personne, d'ailleurs, ne propose de telles mesures. C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie de son salut. Le prolétariat assurera à ce qu'il aura choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentaires du Plan disent : *"Les coopératives paysannes de production de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées."* Malheureusement, on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées. Nous retrouvons à chaque étape la même lacune. Les revendications du Plan ont souvent l'air de lettres sans adresse.

### ***Sous quel régime politique ?***

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de quarante heures — en un mot, appliquera le programme de la CGT ? Qui, et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le Plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les *"Nationalisations industrialisées"* que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment l'objectif même du Plan est défini dans ce paragraphe : *"Il s'agit d'établir (...) les modalités techniques d'un programme qui puissent être applicables indépendamment du régime politique."* On se frotte involontairement les yeux une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les 90 dictateurs de la France et des colonies, le plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce plan serait indépendant du régime politique ? Autrement dit, le gouvernail de l'Etat peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiters, des oppresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la CGT présente à ce gouvernement son plan de rénovation économique ? Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement sa valeur réelle en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

### ***Qui détient le pouvoir ?***

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, c'est celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la société féodale en société capitaliste, il a fallu que la bourgeoisie arrache par

---

(8) On sait que la loi sur les quarante heures fut votée dans la nuit du 11 au 12 juin 1936 par 480 voix contre 160, sous la pression de la gigantesque vague de grèves avec occupation des usines qui avait précédé de quelques jours la formation du gouvernement Blum de Front populaire.

la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse, et du clergé. Le tiers état a très bien compris que son plan de "rénovation économique et sociale" exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété, et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploités, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

### *La lutte des classes ou leur collaboration*

A qui s'adresse le Plan ? Aux possédants pour les attendrir ou aux dépossédés pour les dresser contre l'oppression ? Nous autres, propagandistes, devons tout de même savoir à qui nous nous adressons et sur quel ton. Ni le Plan ni les commentaires ne nous instruisent là-dessus. L'exposé officiel nous dit que le plan lancé par la CGT doit être "*favorablement accueilli du grand public*". Je vous demande, camarades, et je me demande à moi-même : qu'est-ce que cela veut dire, le grand public ? Ce n'est pas, je suppose, le public des grands boulevards. Dans le mouvement syndical, dans la lutte sociale, nous nous sommes habitués à discerner avant tout les classes : le prolétariat, la bourgeoisie, les différentes couches de la petite bourgeoisie. Nous espérons bien que le prolétariat et les couches inférieures de la petite bourgeoisie accepteront favorablement le Plan, à condition qu'il soit mis au point, épuré des équivoques et présenté aux masses comme un programme de lutte. Mais les ouvriers et les

paysans pauvres, ce n'est pas le grand public. Veut-on dire, par exemple, que c'est la grosse bourgeoisie qui doit accepter le plan de la CGT ? Non, évidemment, on ne veut pas se moquer de nous. Consultons *Le Temps*. Il y a quelques semaines, ce journal qui représente bien les 90 magnats du capital, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, protestait véhémentement contre toute participation des syndicats ouvriers aux corporations industrielles. Je vous cite deux phrases qui valent des volumes : "*La paix sociale a été obtenue sous l'Ancien Régime au prix de l'interdiction de toute association ouvrière.*" Voilà la grosse bourgeoisie aux abois qui cherche maintenant son inspiration dans l'Ancien Régime ! Et puis, le même article dit : "*Le corporatisme signifie ici le syndicalisme.*" *Le Temps* nous démontre ainsi chaque jour que la classe dirigeante, non seulement ne se prépare pas à faire des concessions dans le sens du plan de la CGT, mais au contraire qu'elle envisage la possibilité d'écraser la CGT elle-même.

Jaurès a très bien dit que *Le Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. Avec cette bourgeoisie qui s'inspire maintenant de l'Ancien Régime pour interdire toute association ouvrière, la collaboration est-elle possible ? Poser cette question, c'est y répondre. Il ne reste que la lutte implacable, et jusqu'au bout.

### *Le principal défaut du Plan*

Les observations, les critiques et les suggestions que je présente ici au nom de notre union départementale sont déjà assez volumineuses, et je suis malheureusement loin d'avoir épuisé les questions même les plus importantes. Aussi est-il d'autant plus nécessaire d'indiquer le défaut fondamental du Plan : ses auteurs veulent se placer au-dessus des classes, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Ils parlent du grand public, alors qu'ils veulent gagner tout le monde. Ils veulent nationaliser les banques, mais sans préjudice pour la haute finance. Ils veulent nationaliser les trusts en assurant luxueusement le parasitisme de trois générations de la grosse bourgeoisie. Ils veulent venir en aide aux paysans sans porter atteinte aux intérêts des propriétaires des trusts d'engrais et de la grosse meunerie.

Ils veulent aussi évidemment gagner tous les régimes politiques possibles, puisqu'ils déclarent leur plan neutre envers les partis et même les régimes politiques. Il me semble

même que des expressions recherchées et incompréhensibles comme les “*nationalisations industrialisées*”, etc., sont choisies pour ne pas effaroucher les oreilles délicates des magnats des trusts.

Ce procédé n’est pas seulement inutile, il est dangereux ; il n’est pas seulement dangereux, il est néfaste. Qui veut trop embrasser mal étroit ou emporte peu. Nous ne gagnerons pas la bourgeoisie, elle a une conscience inébranlable, elle se moque de nos conseils, elle s’apprête à nous écraser. Plus nous sommes doux, conciliants et obséquieux envers la bourgeoisie, moins elle nous estime et plus elle devient intransigeante et arrogante. Cette leçon se dégage, il me semble, de toute l’histoire de la lutte des classes.

D’autre part, en poursuivant de nos sollicitations le prétendu grand public et en faisant concession sur concession pour adoucir l’idole capitaliste, nous risquons de méconter les déshérités, qui commencent déjà à se dire : “*Ce sont les conseillers des classes possédantes et non pas les chefs des classes opprimées.*” Nous ne gagnerons jamais le cœur de l’ennemi de classe, mais nous risquons de perdre définitivement la confiance de notre propre classe. C’est la méconnaissance de cette règle fondamentale qui constitue le principal défaut du Plan. Il faut le remanier, il faut s’adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le Plan en un programme d’action du prolétariat tout entier.

### ***Le front unique du prolétariat***

Les “*Notes pour les propagandistes*” nous recommandent de “*crystalliser toutes les bonnes volontés*”. C’est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le front unique de notre classe. L’unité syndicale en premier lieu, l’unité d’action de

toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l’application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s’apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur (9).

*Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l’instauration d’un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L’UD de l’Isère est pour l’action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : “Présent !” . »*

(9) Trotsky pensait que le Plan avait pour objectif de « *masquer le dernier krach du réformisme et d’inspirer de nouveaux espoirs au prolétariat pour le détourner de la révolution* ». Mais il pensait également : « *Le Plan, lancé pour détourner les ouvriers de “mauvaises pensées”, peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.* »

Au CCN de mars, Jouhaux escamota la discussion sur la propagande pour le Plan. Trotsky écrit :

« *En janvier, la CAP du parti socialiste proposa au parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches de l’industrie (...). Mais, dans le CC du parti communiste, siégent, non des révolutionnaires, mais des mandarins. “Il n’y a pas de situation révolutionnaire”, répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la SFIO respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l’ordre du jour la question de la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale sans aucun programme.* »

L’idée d’utiliser le plan de la CGT pour une mobilisation des travailleurs pour les revendications transitoires fut également soutenue par Marceau Pivert (*Le Populaire*, 18 mars 1935, « *Tout se tient* »), mais combattue par Daniel Guérin au sein de la Gauche révolutionnaire (*Front populaire, révolution manquée*, pp. 77-78).

## DOCUMENT N° 14

Léon Trotsky

## Les syndicats doivent être ouverts aux travailleurs de toutes tendances politiques

Extraits d'un entretien avec Mateo Fossa (1)  
le 23 septembre 1938

(...) Fossa — *Quelles sont, selon vous, les tâches et les méthodes des syndicats ?*

Trotsky — Pour que les syndicats soient capables de rassembler, d'éduquer, de mobiliser le prolétariat pour une lutte de libération, il faut les épurer des méthodes totalitaires du stalinisme. Les syndicats doivent être ouverts aux travailleurs de toutes tendances politiques, sous la condition de la discipline dans l'action. Qui-conque transforme les syndicats en une arme pour des objectifs extérieurs (et particulièrement en arme de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme « démocratique ») divise inévitablement la classe ouvrière, l'affaiblit et ouvre la porte à la réaction.

Une démocratie honnête et totale à l'intérieur des syndicats, c'est la condition la plus importante de la démocratie dans un pays.

(1) Mateo Fossa (1896-1973), dirigeant syndical argentin, délégué en septembre 1938 du comité des libertés syndicales à la Conférence des syndicats latino-américains au Mexique. Les dirigeants staliniens mexicains lui interdisent l'accès à la salle de ce congrès pour « trotskysme ». Il rencontre alors Trotsky à Mexico. Trois entrevues ont lieu en septembre 1938. Cet entretien publie les réponses de Trotsky, rédigées en russe, aux questions posées par M. Fossa lors de leurs rencontres. Mateo Fossa a publié cet entretien en brochure sous le titre *Conversando con Léon Trotsky*, en 1941. Nous avons extrait ici un court passage sur les « tâches et les méthodes des syndicats ». Il figure dans le tome 18 des *Œuvres*, page 328.

## DOCUMENT N° 15

Pierre Lambert

## Syndicats et indépendance de classe : réviser les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> conditions de l'Internationale communiste (1)

« Il faut commencer par une question qui a toujours été complexe dans le mouvement ouvrier, celle des rapports entre syndicat et parti. Historiquement, cette question a été traitée (et résolue) de façons différentes par le mouvement ouvrier selon les pays. En Angleterre, ce sont les trade-unions qui ont constitué le Labour Party. L'Allemagne

connaît également le lien organique entre syndicat et parti, bien que les rapports ne soient pas exactement les mêmes qu'en Grande-Bretagne. En France, il y a une tradition particulière, celle de l'indépendance des

(1) Extraits de Pierre Lambert dans *Itinéraires*, Editions du Rocher, 2002, pages 46 à 53.

syndicats par rapport aux partis, établie dans la Charte d'Amiens (2).

En ce qui me concerne, au départ, lorsque j'ai commencé à militer pour aider à construire des syndicats illégaux — c'était au début des années 1940, j'avais une vingtaine d'années (3) —, je ne me posais pas la question des rapports entre partis et syndicats comme j'ai été amené à le faire à partir de l'expérience vécue.

Ma trajectoire politique, c'était celle d'un jeune issu d'une famille ouvrière pauvre de la banlieue parisienne (à Montreuil), qui avait rejoint les Jeunesses communistes au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler, et en avait été exclu en 1935 pour « trotskysme ». Je ne savais pas à l'époque qui était Trotsky et je n'étais certainement pas trotskyste ; je n'ai rejoint les organisations trotskystes que plus tard, un peu avant le Front populaire (1936). Pour moi, cette tradition de militant issu des Jeunesses communistes, puis trotskyste, m'amenait à considérer que la façon dont le Parti communiste concevait les rapports avec les syndicats était correcte.

Cette conception découlait des leçons de ce qui s'était passé en 1914 quand les dirigeants de la CGT, dans leur immense majorité (à l'exception de quelques-uns, comme Monatte, Rosmer, Merrheim) (4), avaient basculé dans l'Union sacrée. A l'époque, donc, il me paraissait naturel — en tout cas, je n'en remettais pas en cause la nécessité — que les syndicats révolutionnaires puissent se constituer à côté de syndicats qui avaient basculé dans l'Union sacrée. C'est l'expérience pratique qui fut la mienne au début des années 1940 qui m'a amené à reconsidérer cette conception.

C'est à ce moment-là, au moment où je m'attelle avec d'autres à la construction de syndicats illégaux, que je comprends que le syndicat, qui rassemble les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses, ne peut pas être identifié au parti. Je commence à comprendre que ce sont deux formes d'organisation différentes dont la classe ouvrière a besoin, comme elle a besoin de toutes les formes d'organisation et conquêtes qui la constituent comme classe (les conventions collectives, la Sécurité sociale, etc.) (...).

Pendant toute une période, ce n'est pas passé par la lutte de classe directe, c'est vrai, mais par des discussions politiques qui se

sont poursuivies dans de petits groupes clandestins. Le mouvement ouvrier était évidemment très prostré. Le pacte germano-soviétique, la débâcle de 1940 pesaient considérablement. Le mouvement ouvrier s'est reconstitué à partir du moment où Hitler a attaqué l'Union soviétique. Certes, il y a eu des mouvements auparavant. Fin 1940, par exemple, une grève des mineurs du Nord pour des rations alimentaires avait, évidemment, un caractère politique, un contenu antihitlérien, anticapitaliste. Mais on ne peut pas dire qu'il y avait une large lutte de classe consciente, organisée. La lutte de classe a commencé à se reconstituer largement à partir de l'entrée des troupes nazies en Union soviétique. La guerre en Union soviétique a amené un tournant pour ces militants du PC, dont le parti avait disparu comme parti après le pacte germano-soviétique.

(...) Pour ma part, je suis entré en usine quelques mois après juillet 1941, et, là, j'ai appris ce qu'était véritablement la lutte de classe, en aidant — avec d'autres, il faut toujours le rappeler — à constituer petit à petit les syndicats illégaux. De plus en plus nombreux, des militants ouvriers de toutes tendances ont reconstitué la lutte de classe organisée.

C'est à partir de l'expérience que j'ai vécue, en particulier dans les syndicats illégaux, et surtout dans les syndicats en 1945-1946, que j'ai estimé qu'il fallait réviser la position qui avait été prise par l'Internationale communiste (les 21 conditions) (5).

(2) On peut se reporter au document 4, page 20, qui publie la Charte d'Amiens de 1906.

(3) Note de P. L. : Il faut faire la clarté : même si nous étions peu nombreux, nous étions tout de même quelques milliers de toutes tendances, engagés sur cette voie, à cette époque. Rien n'est plus ridicule pour un individu, que d'estimer qu'il pourrait être un « surhomme ». (Je ne veux pas être cruel, je ne citerai aucun nom. Et pourtant, j'ai très souvent constaté que bien nombreux sont ceux qui croient honorer le sol en marchant...)

(4) Il s'agit de dirigeants syndicalistes révolutionnaires français qui avaient refusé le ralliement de la CGT à la guerre et à l'Union sacrée, en participant notamment la conférence de Zimmerwald de septembre 1915.

(5) C'est au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920) qu'un texte est adopté qui entrera dans l'histoire sous le titre des « 21 conditions » d'admission des partis dans l'Internationale communiste. On le trouve sous le titre « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », in *Manifestes, thèses et résolutions des Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Bibliothèque communiste, Librairie du Travail, juin 1934, réimpression en fac-similé François Maspero, 1971, pages 39 à 41.

En 1947, au congrès de l'organisation trotskyste en France, j'ai proposé de réviser cette condition : j'ai proposé un amendement qui a été adopté à l'unanimité, substituant aux points 9 et 10 des 21 conditions la reconnaissance, en France, de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats.

J'ai vu ce qu'était la subordination de la CGT à l'appareil stalinien et j'ai compris à quel point cela était néfaste. Quand je dis l'appareil stalinien, il faut préciser : il y avait, à l'époque (et il y eut encore après pendant un certain temps), d'excellents militants du Parti communiste qui considéraient que le prestige de l'Armée rouge et l'impact de la révolution russe justifiaient beaucoup de choses. En particulier, cela les conduisait à accepter de se subordonner à l'appareil stalinien.

Militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, j'étais en désaccord avec cela. Partisan de la défense des conquêtes sociales d'Octobre, je m'opposais à la subordination de la lutte de classe, dans quelque pays que ce soit, à l'appareil du Kremlin ; donc, quel que soit le prestige d'octobre 1917, je ne pouvais admettre la subordination d'une organisation syndicale à Staline et à la bureaucratie stalinienne. De manière plus générale, d'ailleurs, je ne pensais pas que le mouvement syndical devait se subordonner à quelque Etat que ce soit, y compris l'URSS. C'est pour cela que je ne pouvais accepter cette situation.

Encore une fois, on ne peut comprendre cela si on ne comprend pas ce qui différencie syndicat et parti. J'estimais, pour ma part, que le syndicat devait rassembler les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses. Donc, je n'avais pas de comptes à rendre à l'appareil stalinien de ce que je faisais politiquement. C'est uniquement à partir de la confiance que les ouvriers m'accordaient que j'ai acquis ces responsabilités. Je n'avais de comptes à rendre qu'aux seuls syndiqués qui m'avaient élu, quelles que soient leurs tendances ou opinions politiques.

Certes, les syndicats qui se sont reconstruits dans l'illégalité étaient très largement dominés par l'appareil et les militants du PCF. Cependant, il ne pouvait être question pour moi de rentrer dans le Parti communiste plusieurs années après avoir été exclu des Jeunesses communistes. Mon point de vue était : je n'ai pas de comptes à rendre au PC, ce n'est pas mon parti.

Je ne vois pas pourquoi je devrais rendre compte à ce parti du mandat que les travailleurs m'ont confié dans le cadre de l'organisation syndicale. Ce qui était vrai pour moi était vrai pour les autres militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est en ce sens-là que les trotskystes ont joué un rôle important là où ils étaient (...). »

## DOCUMENT N° 16

*Pierre Lambert*

# Le syndicat, un front unique permanent : sur le "compromis de 1969" (1)

« On peut dire d'un syndicat qu'il constitue un front unique permanent. En ce sens, un accord, au sein du syndicat, entre camarades qui ont, par ailleurs, des opinions politiques ou philosophiques différentes, peut s'apparenter à un front unique permanent. Mais il y a, évidemment, des différences pro-

fondes avec le front unique sur des objectifs précis et particuliers. Ce n'est pas quelque chose de nouveau ni de particulier. Que se passe-t-il en 1969 ?

(1) Extraits de Pierre Lambert, *Itinéraires*, Editions du Rocher, 2002, pages 65 à 72.

Un an auparavant, la grève générale de mai et juin 1968 avait vu se dresser 10 millions de travailleurs face au régime issu du coup d'Etat de 1958. En avril 1969, de Gaulle provoque un référendum dans le but de compléter les institutions antidémocratiques, mises en place en 1958, par l'institution de l'ordre corporatiste (association capital-travail). Rappelons que, dans le *Coup d'Etat permanent*, François Mitterrand (2) a dénoncé ces institutions antidémocratiques avant de les utiliser pour imposer la politique de rigueur exigée par l'Union européenne (...).

Ce référendum met en cause un fondement essentiel de la démocratie : il propose de mettre en place des institutions dans lesquelles les organisations syndicales devraient s'intégrer à l'Etat. C'est une nouvelle mouture du corporatisme, qui avait connu ses beaux jours à l'époque de Vichy, de Salazar, de Franco (3).

Hasard des circonstances, le congrès confédéral national de la CGT-Force ouvrière se tient quelques semaines avant le 27 avril (1969), date fixée pour le référendum. Je suis mandaté par mon organisation syndicale comme délégué à ce congrès, avec d'autres camarades. Notre mandat était que soit obtenue une condamnation du référendum par lequel de Gaulle voulait institutionnaliser l'association capital-travail. Il était d'exposer la nécessité que, face au danger corporatiste, le syndicat fasse bloc. Pour permettre au lecteur de mieux comprendre comment les choses se sont passées, le plus simple est de citer ici des extraits de l'intervention que j'ai prononcée au X<sup>e</sup> Congrès confédéral de la CGT-FO, telle qu'elle est rapportée dans le compte rendu sténographique intégral du congrès, édité à l'époque par le bureau confédéral de la CGT-Force ouvrière.

« Camarades, lorsque, ce matin, j'ai entendu le rapport du camarade Bergeron, j'avoue que j'attendais avec impatience la dernière partie. Je crois que tout le congrès peut se féliciter de la prise de position nette, précise, du bureau confédéral, par la voix du camarade Bergeron disant, de fait, non au corporatisme, non au référendum ! (Applaudissements.)

*Camarades, nous sommes aujourd'hui la première organisation syndicale qui tient son congrès à un mois à peu près du référendum,*

*et je crois que la prise de position que nous allons prendre va être décisive : nous allons être, une nouvelle fois, l'organisation syndicale, la centrale syndicale qui doit ouvrir la seule perspective possible pour la classe ouvrière : non au corporatisme, non au référendum, non à l'intégration des syndicats à l'Etat ! (Applaudissements.)*

*Camarades, il est clair que beaucoup de problèmes se sont trouvés posés depuis trois ans. Il serait malséant de ma part d'expliquer que la chambre syndicale des employés et cadres FO de la Sécurité sociale, que je représente, a été toujours d'accord avec l'orientation confédérale. Nous avons eu des divergences, et nous estimons encore maintenant que sur toute une série de questions, nous avons eu raison contre le bureau confédéral (...).*

*Nous pensons que nous n'avons rien à faire dans toute une série d'organismes. Nous distinguons d'ailleurs ces organismes où nous n'avons rien à faire des organismes où nous devons être présents, les organismes de la participation et les organismes de la présence, ceux où le mouvement syndical défend librement, et sans être lié d'aucune façon, les intérêts de la classe ouvrière. Mais, camarades, ces problèmes, aussi importants soient-ils, et ces problèmes certainement continueront encore à nous opposer, comme j'estime que ce qui continuera à nous opposer, c'est la manière dont la grève générale de mai-juin 1968 s'est terminée.*

*Je pense, pour ma part, que tout était possible, que nous pouvions obtenir, dans cette grève générale, toute une série de garanties pour lesquelles nous sommes obligés aujourd'hui de combattre, et il faudra encore combattre et durement combattre le gouvernement et l'Etat, mais je pense que toutes ces divergences, aussi importantes soient-elles, qui devaient être débattues, qui sont débattues, aujourd'hui, elles passent au second plan devant le problème de l'accord fondamental sur l'avenir, sur la place, du moment dans lequel nous sommes, pour l'avenir et la place du mouvement syndical.*

(2) Auteur de cet ouvrage au titre particulièrement clair en 1964, François Mitterrand, devenu président de la République en 1981, s'est totalement fondu dans ses institutions.

(3) Régimes corporatistes en France, au Portugal, en Espagne.

*Ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour la classe ouvrière, pour la jeunesse, de trouver une organisation qui sera capable d'exprimer les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse ; ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le fait qu'il y ait 100 000 jeunes qui n'ont pu trouver de place dans les CET, et il faut que ces jeunes aient une organisation et gardent une organisation qui sera capable d'imposer en fait la possibilité pour ces jeunes de trouver un emploi ; ce qui est en jeu, c'est un syndicat indépendant de l'Etat, un syndicat indépendant des partis politiques, mais un syndicat dépendant de l'Etat, voilà ce que signifie aujourd'hui le référendum. Le corporatisme que veut imposer le référendum signifie que nous, organisation syndicale, nous enverrions des représentants pour faire la loi, c'est-à-dire une loi qui est celle du capital, une loi qui est celle d'un gouvernement qui n'est pas le nôtre, qui ne peut pas être le nôtre. Nous serions obligés, sous l'autorité du préfet chef de la police, de faire la loi et de la faire respecter. Nous serions ravalés au syndicat officiel de Franco, nous serions ravalés aux prétendus syndicats de la Charte du travail, nous serions ravalés à devenir des auxiliaires de la police et de l'Etat.*

*Voilà l'enjeu du 27 avril, et aujourd'hui c'est une fierté que d'avoir entendu le représentant de la confédération dire : je condamne le corporatisme, je condamne le Sénat corporatiste, je condamne l'Assemblée régionale corporative. Je condamne... et nous avons condamné avec lui, mais il faut condamner publiquement en invitant, parce que ce n'est pas une simple affaire électorale, nous sommes directement concernés, parce que c'est l'avenir des syndicats, c'est notre syndicat qui est en jeu, c'est lui qu'on veut modifier, c'est lui qu'on veut détruire, et je crois que ce congrès confédéral devra dire : nous appelons à dire non au référendum et, en tout état de cause, quelles que soient les circonstances. (Applaudissements.)*

*Quelles que soient les circonstances, demain, nous n'accepterons pas comme nous n'avons pas accepté en 1940, nous n'accepterons pas d'être les auxiliaires corporatifs de la destruction des syndicats et, camarades, cette prise de position faite aujourd'hui a une signification qui dépasse considérablement les frontières de notre confédération. C'est tout le pays, c'est toute la classe ouvrière, toutes les autres centrales qui seront obligés de s'aligner sur la*

*Confédération générale du travail-Force ouvrière, et voilà la signification du débat et du vote qui prime tout, et qui fait que quelles que soient nos divergences sur tel ou tel problème, aussi important soit-il, ces divergences doivent passer pour le moment au second plan, qui est celui de la survie du mouvement syndical libre indépendant de tout Etat, de tout gouvernement et de tout parti. (Applaudissements). »*

A la suite de ce débat, il y a eu, comme toujours dans les congrès syndicaux, une commission des résolutions dans laquelle, en commun, nous avons élaboré une résolution. Nous avons cherché un compromis pour exprimer une position commune de l'organisation syndicale sur cette question vitale, à savoir : ou bien préserver son indépendance, ou bien s'intégrer aux institutions de l'Etat.

Dans ces conditions, le congrès confédéral CGT-Force ouvrière a adopté une résolution appelant à dire deux fois non au référendum : non à la participation à tout organisme de type corporatiste, et non au référendum. Cette résolution a été présentée unanimement devant le congrès. J'ai, à ce moment-là, été invité à prendre la parole pour expliquer dans quel esprit ceux qui, comme moi, participaient à la « minorité lutte de classe », votaient avec la majorité confédérale (réformiste) pour cette résolution.

*« Camarades. Il eût été facile au comité de rédaction, il eût été facile à la commission de chercher les divergences en fonction des points de vue des uns et des autres, mais comme l'a expliqué excellemment le camarade Favier, nous sommes placés dans une conjoncture exceptionnelle. Il s'agit de la vie ou de la mort de l'organisation syndicale, de l'outil de défense des travailleurs ; il s'agit de la place du syndicat, il s'agit de son rôle, de sa mission, de sa finalité.*

*Le référendum veut mettre en cause l'ensemble de ces problèmes. Le référendum veut démolir, intégrer, transformer l'outil indépendant rassemblant dans l'organisation les travailleurs et les salariés de toutes tendances, de toutes confessions, dans l'indépendance à l'égard de l'Etat, du patronat et des gouvernements. Le référendum veut instituer l'ordre corporatiste, l'ordre qui existe aujourd'hui chez Franco, l'ordre de Salazar. Nous n'en voulons pas, et c'est normal. Nous sommes ici rassemblés quelles que soient nos divergences, quels que soient nos points de*

*vue particuliers sur tel ou tel problème, aussi important soit-il — et il est bien évident que nous avons des divergences sur des problèmes importants —, mais nous voulons garder le syndicat, l'organisation élémentaire, l'outil des travailleurs, l'outil, le seul outil qui est à la disposition des travailleurs, qui permet aux travailleurs de faire leur unité, et c'est cela qui est en cause aujourd'hui.*

*Dans ces conditions, il est bien évident qu'il était nécessaire de trouver un accord, nous l'avons les uns et les autres souhaité, nous l'avons recherché. Et les deux points qui consacrent cet accord sont :*

*1. Que nous n'acceptons pas en quelque circonstance que ce soit de participer dans un organisme de type corporatiste.*

*2. C'est le non au référendum pour les motivations qui sont les nôtres.*

*Dans ces conditions, camarades, je pense, personnellement, et au nom d'un certain nombre de camarades qui étaient dans cette commission, et en particulier au comité de rédaction, que nous, qui sommes des militants syndicalistes, estimons que nos points de vue, nos intérêts de "tendance" ne sauraient s'opposer en quelque circonstance que ce soit aux intérêts du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire aux intérêts de l'organisation syndicale indépendante.*

*Dans ces conditions, certes, il pourrait y avoir des formulations meilleures, mais le problème essentiel, c'est que le syndicat, notre syndicat, notre confédération dise non, n'accepte pas le corporatisme, et je pense qu'il est nécessaire qu'il y ait la plus large unanimité sur le texte proposé par le camarade Bonnaure (Applaudissements). »*

(...) Je dois à la vérité d'insister sur le fait que cette condamnation de l'association capital-travail, qui aboutit à faire reculer la menace corporatiste, fut l'œuvre de militants ouvriers de toutes tendances.

Si, avec le recul des années, on reprend la chronologie, on verra que c'est cet appel de la CGT-Force ouvrière à voter non au référendum de De Gaulle qui a entraîné des prises de position similaires, notamment de la confédération CGT. Et c'est ce qui fait, au bout du compte, que le référendum proposé

par de Gaulle a été rejeté. Au vote du 27 avril 1969, le « Sénat corporatiste » ne s'est pas mis en place.

Quand, beaucoup plus tard, un certain Séguin, alors ministre du gouvernement Balladur, tirera le bilan de cette époque, il dira : la grève générale de 1968 et l'échec du référendum de 1969 nous ont fait perdre 25 ans dans notre politique d'intégration des organisations syndicales et de destruction de la Sécurité sociale. Je pense qu'il a raison et que ce que nous avons fait à cette époque, dans le respect de l'indépendance entre partis et syndicats, dans le respect des prérogatives des organisations syndicales, a contribué à ce résultat utile pour la classe ouvrière.

Comme on le voit, l'attitude des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale vis-à-vis des organisations syndicales n'est ni affaire de circonstances ni expression d'une prétendue politique « entriste », laquelle, répétons-le, n'aurait aucun sens en la matière. Il s'agit de questions de principes. La démocratie politique repose sur la reconnaissance de l'existence des classes sociales, qui prend, en particulier, la forme de la reconnaissance de l'indépendance des organisations syndicales. Toute menace sur l'indépendance des organisations syndicales est une menace contre la démocratie.

La question n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier. Aux grands moments de crise, on a toujours vu dans le mouvement syndical s'opposer ceux qui estimaient inévitable de s'intégrer, et ceux qui, en toute circonstance, faisaient de l'indépendance des organisations syndicales une nécessité au-dessus de toutes les autres.

Le débat qui vient d'être évoqué à propos du référendum de 1969 recoupait, sous une autre forme, le problème auquel le mouvement ouvrier avait déjà été confronté en 1940. Quand les dirigeants de la confédération CGT décidèrent de participer à la mise en place de la Charte du travail de Pétain, suivant en cela Belin, secrétaire confédéral de la CGT, devenu ministre de Vichy, il y eut alors une poignée de militants de toutes tendances pour s'opposer à cette dérive, parmi lesquels le réformiste Léon Jouhaux, qui refusa cette intégration au corporatisme. »

## DOCUMENT N° 17

Léon Trotsky

## Ne pas se laisser guider par la tendance générale du capitalisme pourrissant et renoncer à toute lutte économique

En 1937, dans un texte consacré « aux ultra-gauches en général et aux incurables en particulier. Quelques considérations théoriques » (1), Trotsky écrit : « Le capitalisme impérialiste n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité, et, pour cette raison, il ne peut accorder aux ouvriers ni concessions matérielles ni réformes sociales effectives. Tout cela est juste. Mais tout cela n'est juste que sur l'échelle d'une époque entière. Il y a des branches de l'industrie qui se sont développées depuis la guerre. La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques, mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale, mais par la perspective générale elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique.

*Un leader syndical qui se laisserait guider exclusivement par la tendance générale du capitalisme pourrissant pour renoncer à toute lutte économique et partielle serait en fait, malgré ses conceptions "révolutionnaires", un agent de la réaction. Un leader syndical marxiste doit non seulement envisager les tendances générales du capitalisme, mais analyser aussi les traits spécifiques de la situation, la conjoncture, les conditions locales, l'élément psychologique également, pour proposer une attitude de combat, d'expectative ou de recul. C'est seulement sur la base de cette activité pratique intimement liée à l'expérience de la grande masse que le leader syndical peut mettre à nu les tendances générales du capitalisme pourrissant et éduquer les ouvriers pour la révolution. »*

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, 28 septembre 1937, tome 15, pages 97-98.

## DOCUMENT N° 18

Pierre Lambert

## Marx, la Première Internationale et la question des syndicats (1)

Il nous faut établir si la méthode du marxisme (concrétisée par la méthode du *Programme de transition*) reste valable ou doit être reléguée au magasin des accessoires vieilliss de l'histoire. Pour répondre à cette interrogation, nous allons procéder, concer-

(1) En juillet 1996, au cours de réunions des « samedis de l'Internationale », Pierre Lambert a présenté plusieurs exposés de formation, touchant, sous des formes diverses, au syndicalisme, pour les jeunes militants. Exposé publié dans *La Lettre de La Vérité*, n° 25, du 23 août 1996, et dans le fascicule 10 (*Les documents de La Lettre de La Vérité*, 2003), pages 7-8.

nant les syndicats, à l'examen des principes du marxisme en les confrontant à la réalité d'aujourd'hui.

Pour se constituer en classe, la classe ouvrière a été conduite à constituer ses propres organisations pour assurer la défense de ses intérêts, arrachant conquêtes et garanties dans sa lutte contre le capital. La Première Internationale (Alliance internationale des travailleurs), fondée en 1864, rassemble alors à Londres toutes les organisations ouvrières qui se constituent. Son conseil central provisoire adopte, à l'unanimité de tous les courants, organisations et tendances représentés, l'adresse inaugurale rédigée par Marx. C'est, après le *Manifeste du Parti communiste* (1847), la première affirmation du prolétariat comme classe, exprimée dans la constitution d'organisations ouvrières indépendantes. Au système de la propriété privée des moyens de production, qui entend réduire les hommes en « individus » isolés, est opposée l'unité des intérêts des travailleurs exploités, qui ne peuvent s'affirmer comme « individus » qu'en arrachant au capital le droit de s'associer dans leurs organisations indépendantes. Qui ne voit pas l'actualité de cet enseignement à la lumière des événements actuels ?

En 1866, le conseil central de l'Alliance internationale des travailleurs adopte une résolution sur les syndicats (2), rédigée par Marx :

*« Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle. » « Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux. »*

Pourquoi ? Parce que, dans le système capitaliste et davantage encore au stade de l'impérialisme, l'exploitation cherche en toutes circonstances à organiser et perpétuer la « concurrence » entre les ouvriers, pour les opposer les uns aux autres.

« Les trade-unions ont originellement formé des essais spontanés. » La place des ouvriers, groupés dans les entreprises par les rapports sociaux de production capitalistes, les conduit nécessairement à chercher les voies pour résister à l'exploitation. La spontanéité est le produit direct des conditions matérielles de l'exploitation. La classe groupée cherche à se défendre. Elle a une conscience,

ou plutôt un instinct de classe qui se forme par les conditions matérielles dans lesquelles elle vit. Ces conditions matérielles l'amènent à des mouvements spontanés.

*« Essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital pour empêcher, ou au moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils puissent au moins ne plus s'élever à la condition de simples esclaves. »*

Dans la phase du capitalisme ascendant, le mode de production capitaliste disposait du marché mondial. Pour écouler la production, les capitalistes étaient obligés de chercher à s'approprier des « parts de marché » sur un marché mondial en expansion, donc de développer les forces productives. Ce faisant, ils étaient conduits à se doter de moyens de production grandissants (capital constant, mis en œuvre par un « capital variable » également en expansion). La concentration dans les usines amenait les ouvriers à chercher les voies de la résistance collective pour échapper « à la condition de simples esclaves ».

Toutes ces questions sont fondamentales, elles sont à la racine des problèmes actuels. La résolution de l'AIT précise comment dépasser, ou plutôt comment se sont établis les premiers fondements de la « conscience de classe », par la définition de revendications précises et motivées. Marx écrit :

*« Contre l'usurpation incessante du capital, en un mot les questions de salaire et d'horaire de travail. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure. Au contraire, les trade-unions doivent généraliser leur action en se combinant. »*

L'organisation, c'est la conscience qui se construit à partir des conditions matérielles d'existence, pas des « entités ». Et, à partir de là, s'impose la résistance à l'exploitation. Et comme la résistance à l'exploitation exige l'union, l'unité, les ouvriers sont amenés à se constituer en syndicats.

(...) La résolution de l'AIT indique : « *Les trade-unions ont formé à leur insu les centres organisateurs.* »

A leur insu : la lutte des classes ne procède pas d'une « idée », mais de conditions matérielles. « *A leur insu* » signifie donc que, pour échapper à la condition matérielle « d'es-

(2) Cf. document 1, page 17 (*Les syndicats, leur passé, leur présent, leur avenir*).

claves », les travailleurs devaient se doter d'organisations indépendantes. Et, en constituant des syndicats (trade-unions) comme centres organisateurs de leur résistance collective, se donner les moyens de prendre conscience qu'il leur fallait, par et dans l'organisation, poser la question de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire la question de leur libération de l'exploitation.

*« Si les trade-unions, dans leur capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature des capitalistes. »*

Déjà, à l'époque de la Première Internationale, dans les syndicats, les travailleurs se trouvaient confrontés à des courants qui prônaient quasi ouvertement l'adaptation au capital. C'est ainsi que la résolution adoptée par le conseil central précise que les trade-unions, « foyers d'organisation de la classe ouvrière », doivent relier étroitement les luttes revendicatives au « grand but de son émancipation radicale ». La filiation est clairement établie entre la Charte d'Amiens (3) et cette résolution de 1866 de l'AIT sur les syndicats comme organisation indépendante. Nous y reviendrons.

La résolution de l'AIT poursuit sur les trade-unions :

*« Leur avenir : à part leur rôle immédiat de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir sciemment comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant vers cette direction. »*

Aider... Ce n'est pas se substituer, mais aider à la classe à se libérer elle-même.

*« En se considérant et en agissant comme les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober en leur sein les hommes ne faisant pas partie des syndicats, les couches les plus exploitées. Leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »*

Le problème de l'Etat n'est pas encore soulevé. En 1866, la Commune de Paris n'a pas encore soulevé la solution théorique de cette question. Le marxisme n'est pas un dogme, c'est une règle pour l'action, qui généralise la réalité du mouvement de l'histoire en enseignements, pour aider la lutte de

classe émancipatrice. Marx n'anticipait pas, il ne l'aurait pu, sur ce que la vie, les événements, allaient soulever, sur ce qu'allait apporter la Commune de Paris : la dictature du prolétariat, la démocratie ouvrière.

C'est ainsi que l'organisation de la classe a toujours été le produit de la lutte de classe, contrairement à ce qu'essaient de nous raconter tous les faussaires, professeurs ou pas, selon lesquels c'est par des décisions prises par la classe capitaliste qu'il y a eu amélioration du sort des ouvriers. Les capitalistes ont toujours cherché, et cherchent toujours, à s'opposer aux organisations indépendantes, qui, seules, peuvent arracher droits, garanties et conquêtes.

*« C'est la révolution de 1848 qui impose le décret du 29 février 1848 (4), qui reconnaît aux ouvriers le droit de s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail. »*

Pour la première fois, avec bien des illusions, les ouvriers arrachaient le droit d'association indépendante. C'est par la révolution, par la lutte de classe, que les ouvriers ont arraché le droit à l'organisation comme toutes les conquêtes sociales. Ils l'ont arraché eux-mêmes, contre les capitalistes, par l'organisation.

*« Après l'écrasement des journées de juin, la loi du 22 juin 1849 donne au gouvernement le droit de poursuivre toute réunion ou groupement qui lui semble de nature à troubler la paix publique. »*

Ce sont là les premières mesures pour empêcher les travailleurs de se grouper, de s'organiser en association indépendante, après la défaite de juin 1848.

En 1851, à la veille du coup d'Etat de Napoléon III, c'est de nouveau pour la classe ouvrière la disparition de ses organisations.

(3) La Charte d'Amiens adoptée en 1906 est la base constitutive du mouvement syndical en France (document 4, page 20).

(4) Révolution de 1848 en France qui voit pour la première fois s'exprimer une opposition sanglante entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ce premier affrontement débouchera sur une défaite ouvrière.

## DOCUMENT N° 19

Pierre Lambert

## Démocratie et lutte de classe (1)

On peut apprécier le rapport entre la démocratie et la lutte des classes. En 1931, Trotsky écrivait dans « *Et maintenant ?* » :

« *Au cours de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne, syndicats, partis (soulignons le pluriel), clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc.* »

Dans ces quelques lignes sont concentrées les leçons de l'histoire, des rapports entre la « démocratie », la lutte de classe et la révolution. Sans prétendre en épuiser tous les enseignements, nous nous bornerons à relever ceux qui concernent la discussion sur les syndicats.

1. Si le droit à l'organisation, condition des conquêtes sociales, a été arraché « *à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle* », cela implique la nécessité, pour la lutte de la classe ouvrière, que soient formulés des mots d'ordre protégeant « *les fortifications, les bases, les foyers de la démocratie prolétarienne* » constitués à l'époque du capitalisme progressif (2).

À l'époque du capitalisme pourrissant, ces fortifications, bases et foyers de la démocratie prolétarienne, sont constamment remis en question : leur défense implique également la nécessité de lutter à l'intérieur « *des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie* », également remises en question. Ces considérations sont à la base du combat pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense de la séparation des Eglises et de l'Etat, pour la défense de l'égalité des citoyens remise en cause par la décentralisation, la régionalisation et la réforme de l'Etat. Ces revendications constituent l'un des volets de notre politique de front unique.

2. Trotsky, en écrivant que ces droits à l'organisation ont été arrachés « *non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire* », ne fait que préciser ce qui est l'ossature de la résolution adoptée par la Première Internationale et de la Charte d'Amiens : les revendications,

« *les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales* » ont été arrachés « *à l'intérieur de la démocratie bourgeoise* » par les moyens de la lutte de classe, ordonnés sur la perspective de la révolution émancipatrice. De son côté, la Charte d'Amiens ne dit pas autre chose :

« *Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être par la réalisation des améliorations immédiates. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme.* »

Les syndicats préparent « *l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* ». Le lien entre le combat « *quotidien* » pour la défense des droits, garanties, conquêtes sociales, s'inclut nécessairement dans le « *cadre d'une perspective concrète, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire* » (*Programme de transition*).

Répetons-le : toute l'histoire du mouvement ouvrier confirme que jamais, en aucune circonstance, les capitalistes n'ont concédé « *de bon gré* » les « *améliorations immédiates* », les conquêtes sociales : c'est pourquoi celles-ci doivent être défendues en toutes circonstances. C'est par la lutte de classe que droits, garanties, conquêtes sociales ont été arrachés. Et pour les arracher au capital, les ouvriers ont été amenés à construire leurs organisations indépendantes dans le cadre des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie. Ces organisations ne peuvent se construire et être défendues que sur la base de la perspective révolutionnaire : « *L'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste.* »

(1) Juillet 1996, exposé publié dans *La Lettre de La Vérité*, n° 25, du 23 août 1996 (2<sup>e</sup> partie – *Démocratie et lutte de classe*), et dans le fascicule 10 (*Les documents de La Lettre de La Vérité*), pages 8-9.

(2) Note de Pierre Lambert : « *Il y aurait lieu d'examiner comment, dans la période du capitalisme pourrissant, la lutte des classes a arraché, particulièrement après la Seconde Guerre, les conquêtes sociales parmi les plus importantes. L'explication en est que, par crainte de la révolution, les bourgeoisies ont dû concéder ces conquêtes.* »

## DOCUMENT N° 20

Pierre Lambert

## Lénine, les bolcheviks et la question des syndicats (1)

Il convient d'établir, contre maints mensonges, la position de Lénine et des bolcheviks sur les syndicats, leurs relations avec les partis et l'État.

Dans la Charte d'Amiens, il est affirmé :

« *Le syndicalisme prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* », et « *préconise comme moyen d'action la grève générale* ».

Lénine explique en 1921 :

« *Ni le Parti communiste, ni le pouvoir des soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier, et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliquée et justifiée uniquement par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste et de ses institutions.* »

C'est écrit en 1921. Il y a l'Etat ouvrier, l'URSS n'a pas encore dégénéré. En 1921, donc, Lénine dit : « *Les ouvriers ont le droit de faire grève contre leur propre Etat.* » Déjà, Lénine est inquiet sur les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien ; inquiétudes qui, en 1922, jusqu'à ce qu'il sombre dans l'inconscience et la mort, allaient le conduire à engager le fer contre Staline. Toutes les calomnies colportées contre le bolchevisme sont balayées.

Bien entendu, il y a eu une discussion très âpre dans le Parti bolchevique. La situation en Russie assiégée était difficile, très difficile. Il y avait une recherche, une confrontation des points de vue. Cette discussion sur les syndicats avait des conséquences très pratiques, immédiates. Au cours de celle-ci, Trotsky s'est trompé. Et alors ? « *Ni dieu, ni César, ni tribun* », dit

*L'Internationale...* Pour nous, c'est une œuvre vivante. Les plus grands ont élaboré et ils ont fait des erreurs. C'est une œuvre humaine. Mais le fond a été respecté.

Que dit Lénine : « *L'action des syndicats, c'est la défense réelle dans tous les domaines de la masse des ouvriers.* »

Il se prononce contre l'admission en bloc de tous les salariés dans les syndicats. Il faut, pour lui, adopter tout de suite, réintégrer le principe de l'adhésion libre des syndiqués.

« *On ne saurait en aucune façon exiger des syndiqués des positions politiques déterminées. Et à cet égard, les syndicats doivent être sans parti...* » C'est Lénine qui dit ça... Comparez avec tout ce qui se raconte. Lénine se prononce « *contre l'immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises* ». Il est contre que le syndicat assure le contrôle de la production. Ce sont les conseils d'usine, les comités d'usine qui ont cette tâche.

Il faut s'arrêter sur cette question. Qu'est-ce que la politique ? Lénine l'a expliqué, c'est le concentré de l'économie. Si le syndicat gère l'économie, à partir de là il a des fonctions d'Etat. Parce que la propriété sociale passe par la propriété d'Etat, ce n'est pas la propriété syndicale : chaque syndicat n'est pas propriétaire de l'entreprise où il s'est constitué. Donc, si les prolétaires n'ont pas de syndicat, ils sont obligatoirement intégrés à la production. C'est une contradiction terrible, difficile. On a bien vu comment cela s'est passé

(1) Exposé de juillet 1996, publié dans le fascicule 10 « *Indépendance et organisation de classe* », annexe 3, *Les documents de La Lettre de La Vérité*, supplément à *La Lettre de La Vérité*, n° 265 (janvier 2003), pages 10 et 11.

en URSS. Cette contradiction ne peut être réglée que par la construction du socialisme à l'échelle internationale, une société sans classes et sans Etat.

Pour y arriver, il faut passer par l'Etat ouvrier, c'est-à-dire, comme l'écrit Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, l'Etat bourgeois sans bourgeoisie. Ce qui veut dire que la révolution d'Octobre, qui a exproprié le capital, n'a pas que des fondements dans la lutte des classes en URSS. C'est à l'échelle internationale que la révolution mondiale fera disparaître les Etats et la lutte de classe. Le socialisme est international, il ne peut se construire dans un seul pays, on l'a bien vu.

Laissons de côté ce problème complexe du syndicat et de la production dans un pays où le capital a été exproprié. De toute façon, la Charte d'Amiens disait qu'après l'expropriation, on se pose le problème de l'organisation de la production. Mais elle ne l'envisageait certainement pas avant l'expropriation. La Charte d'Amiens n'est pas « autogestionnaire ».

Reprenons la Charte d'Amiens :

*« Le congrès déclare que cette besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière, et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou tendances politiques, philosophiques ou religieuses, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. »*

Lénine ne dit pas autre chose.

*« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique. »*

Le syndicat n'est pas « apolitique », absolument pas. Il ne veut pas être identifié à un parti politique. S'il s'identifie à un parti politique — et c'est aussi ce que dit Lénine —, ceux qui ne sont pas membres de ce parti politique sont exclus ipso facto.

Poursuivons ce qu'affirme la Charte d'Amiens :

*« Il leur est simplement demandé, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'ils professent en dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'efficacité, l'action économique doit s'exercer contre le patronat. »*

Il y a là une limitation : l'action économique doit s'exercer également contre

l'Etat. Contre le patronat et contre l'Etat. Pour avoir un statut de fonctionnaire, ce n'est pas chez un patron qu'on va. Quand on est dans une usine, on peut lutter pour les revendications de salaires, mais si l'on veut une convention collective, c'est contre tous les patrons d'une branche : là, la question de l'Etat revient. Ainsi, le syndicat est amené, d'une certaine manière, sur le terrain économique, à se poser le problème de l'Etat. Mais il le fait d'une autre façon. Et en même temps, ce problème de l'Etat pose la question des partis. Revenons sur cette question.

Nous ne demandons pas aux syndicats d'adopter nos positions. Nous sommes pour l'indépendance réciproque, en conformité avec la Charte d'Amiens, et nous avons nos propres positions politiques qui ne sont pas identifiables aux syndicats, y compris les syndicats que nous dirigeons. Lorsqu'une responsabilité nous est confiée dans les syndicats, elle l'est par tous les syndiqués, et pas seulement par les syndiqués qui sont trotskystes...

La charte enregistre à sa manière :

*« (...) Les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupement syndical à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, poursuivent en toute liberté la transformation sociale. »*

Cela dit, les « recompositeurs » (2), pour tenter de camoufler le fond de leur position, multiplient les attaques contre nous avec un argument cent fois ressassé : les communistes veulent subordonner les syndicats aux partis, cela fait partie de leur programme. Certains se plaisent à publier les conditions d'admission à l'Internationale communiste. De quoi s'agit-il ?

Vous connaissez les 21 conditions d'admission, en 1921, à l'Internationale communiste. L'une d'elles comprend, de manière indirecte, la subordination des syndicats au parti. Personnellement, je pense que c'était une erreur, et d'ailleurs tout de suite après, comme on l'a vu, Lénine expliquait le contraire au congrès du Parti bolchevique.

(2) Pierre Lambert fait référence sous ce terme à l'offensive qui s'est développée à partir de 1982-1983. Le PS au pouvoir tente d'organiser ce qu'il appelle une « recomposition syndicale » : rapprocher, puis fusionner FEN, CFDT et CGT-FO pour relayer et prendre en charge les mesures du gouvernement.

Les 21 conditions d'admission ont été d'ailleurs élaborées dans des conditions bien précises. Il s'agissait de déterminer avec netteté ceux qui se délimitaient véritablement de la II<sup>e</sup> Internationale passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois en 1914. Cela dit, ce point était malgré tout une erreur. En 1946, il a été proposé au congrès du PCI, qui l'a adopté, l'abandon de celle des 21 conditions qui impliquait la subordination du syndicat au parti.

Revenons également au *Programme de transition* : « *La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, doit se développer en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.* »

Il faut bien comprendre ce que cela signifie. Trotsky le dit :

« *Les syndicats, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé. C'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.* »

Si donc les syndicats avaient un « programme achevé », ils ne seraient plus un syndicat, mais un parti. Ainsi, nous pouvons tenter de caractériser le contenu et les formes de la démocratie ouvrière.

L'expression la plus achevée de la démocratie ouvrière, c'est la lutte de classe qui construit les conseils et comités d'usine,

c'est-à-dire l'Etat prolétarien. C'est la réalisation de l'émancipation des travailleurs, œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte de classe exige que soit respectée l'indépendance. D'abord, l'indépendance du parti par rapport à l'Etat : dans la dernière année de sa vie, Lénine a cherché les voies et les moyens pour assurer l'indépendance du Parti bolchevique à l'égard du gouvernement soviétique. Tâche difficile, qui s'est dénouée par un échec. En second lieu, le syndicat rassemblant les salariés sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses doit nécessairement, pour assumer ses tâches, préserver son indépendance à l'égard des Etats et des partis. Le fédéralisme est la forme d'organisation du syndicat qui, vu sa composition et ses tâches, ne saurait se construire et fonctionner sur un programme achevé.

Le parti, section de la IV<sup>e</sup> Internationale, étant constitué sur un programme achevé — dans la mesure où il peut être tel dans la conjoncture mondiale —, rassemble ses militants sur ce programme. Le centralisme démocratique intégrant la liberté totale de discussion, y compris le droit de tendance, à condition que le programme soit respecté. Si le centralisme démocratique est partie constituante de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant rassemblant des courants ouvriers sur les quatre points de la charte, ne peut fonctionner que sous une forme fédérative.



Léon Trotsky s'adressant au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste.

## DOCUMENT N° 21

Léon Trotsky

## Les syndicats et la crise sociale aux Etats-Unis (1)

(29 septembre 1938)

**Plotkin (2).** – Par sa politique, notre syndicat s'efforce d'éviter le chômage total. Nous avons procédé à la répartition du travail entre les membres des syndicats, tout en maintenant le taux horaire existant.

**Trotsky.** – Et quelle proportion de leur ancien salaire les ouvriers touchent-ils aujourd'hui ?

**Plotkin.** – A peu près 40 %.

**Trotsky.** – Mais c'est monstrueux ! Vous avez obtenu l'échelle mobile des heures de travail en gardant l'ancien salaire horaire, ce qui revient à faire porter aux ouvriers tout le poids du chômage. En permettant que chaque ouvrier sacrifie les 3/5<sup>e</sup> de sa paie, vous libérez la bourgeoisie de l'obligation de soutenir les chômeurs par ses propres ressources.

**Plotkin.** – C'est en partie vrai. Mais que faire ?

**Trotsky.** – C'est tout à fait vrai, pas « en partie ». Le capitalisme américain souffre d'un mal chronique et incurable. Pouvez-vous consoler vos ouvriers avec l'espoir que la crise actuelle n'est que passagère, qu'ils vont bientôt connaître une ère de prospérité ?

**Plotkin.** – Personnellement, je n'ai à ce sujet aucune illusion. La plupart d'entre nous comprennent que c'est une phase de déclin qui a commencé pour le capitalisme américain.

**Trotsky.** – Mais cela signifie que vos ouvriers vont toucher demain 30 % de leurs anciens salaires, 25 % après-demain, et ainsi de suite. C'est vrai qu'une amélioration passagère est possible et même probable, mais la tendance générale est au déclin, la dégradation et la misère. Déjà dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels l'avaient prédit. Quel sera alors le

programme de votre syndicat et celui du CIO dans son ensemble ?

**Plotkin.** – Vous ne connaissez malheureusement pas la psychologie des ouvriers américains. Ils n'ont pas l'habitude de penser à leur avenir. Une seule question les préoccupe : que peut-on faire maintenant, tout de suite ?

Certains dirigeants se rendent vraiment compte des dangers qui nous menacent, mais ils ne peuvent changer la psychologie des masses. Les habitudes, les traditions, les conceptions des ouvriers américains nous entravent, limitent nos possibilités. On ne peut changer tout cela en un jour.

**Trotsky.** – Etes-vous sûr que l'histoire va vous donner de nombreuses années pour vous préparer ? La crise du capitalisme américain se déroule à un rythme « américain », à une échelle « américaine ». Un organisme solide, qui n'a jamais été malade, s'affaiblit très vite à partir d'un certain moment. L'effondrement du capitalisme constitue en même temps une menace directe contre la démocratie, qui est indispensable à l'existence des syndicats. Pensez-vous, par exemple, que l'apparition de M. Hague (3) relève du hasard ?

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, « Les syndicats et la crise sociale aux Etats-Unis », 29 septembre 1938, tome 18, pages 334 à 342. Reconstitution d'une discussion (T4432), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Abraham Plotkin (1892-1988) était l'un des dirigeants à Chicago du puissant syndicat de l'International Garment Ladies Workers Union (IGLWU). « Progressiste », il avait saisi l'occasion d'un voyage au Mexique pour rencontrer Trotsky, qui était intéressé à une telle discussion.

(3) Frank Hague (1876-1956) était le maire démocrate de Jersey City depuis 1917. Il employait toutes les ressources de la municipalité au service des patrons locaux, s'opposant par la violence à toute syndicalisation, interdisant de fait le CIO dans « sa » ville.

**Plotkin.** – Pas du tout, Là-dessus, j'ai eu pas mal d'entretiens avec des responsables syndicaux. Mon avis est qu'il existe déjà, dans tous les Etats, sous un masque ou un autre, une organisation réactionnaire déjà solide qui constituera demain le principal appui du fascisme à l'échelle nationale. Nous n'avons pas quinze ou vingt ans devant nous : le fascisme peut arriver au pouvoir d'ici trois ou quatre ans.

**Trotsky.** – Dans ce cas, quel est votre...

**Plotkin.** – Notre programme ? Je comprends votre question. La situation est très difficile. Des décisions radicales s'imposent. Mais je ne vois pas les forces nécessaires, les chefs qu'il faut.

**Trotsky.** – Ce qui signifie capitulation sans combat ?

**Plotkin.** – La situation est difficile. Il faut reconnaître que, dans leur ensemble, les responsables syndicaux ne se rendent pas compte, ou ne veulent pas se rendre compte du danger. Comme vous le savez, nos syndicats ont pris en très peu de temps une extension considérable. Il est naturel que les dirigeants du CIO vivent actuellement une « lune de miel ». Ils sont enclins à prendre à la légère les difficultés. Le gouvernement non seulement a des égards pour eux, mais encore il les entraîne dans son jeu, ce dont ils n'avaient pas l'habitude. Il est donc naturel que la tête leur tourne un peu. Ce délicieux vertige ne les prédispose pas à la pensée critique. Ils jouissent de l'heure présente sans penser au lendemain.

**Trotsky.** – Voilà qui est bien dit. Là-dessus, je partage tout à fait votre opinion. Mais les succès du CIO ne sont que passagers. Ce ne sont que les symptômes qui révèlent que la classe ouvrière des Etats-Unis s'est mise en mouvement, a rompu avec la routine et cherche actuellement de nouvelles méthodes pour se sauver de l'abîme. Si vos syndicats ne trouvent pas de nouvelles méthodes, ils se videront complètement et seront réduits en poussière. Aujourd'hui, même Hague est plus fort que Lewis (4), parce que Hague, malgré ses limites, sait parfaitement ce qu'il veut, alors que Lewis ne le sait pas. Le « délicieux » vertige de vos dirigeants peut se terminer par un réveil brutal... dans un camp de concentration.

**Plotkin.** – Malheureusement, le déve-

loppement historique des Etats-Unis, avec leurs possibilités immenses, leur individualisme, n'a pas habitué les ouvriers à une réflexion sociale. Il me suffira de vous indiquer qu'à peine 15 % des ouvriers organisés assistent aux réunions syndicales. Considérez un peu ce fait...

**Trotsky.** – Mais n'est-il pas possible que la cause de cet absentéisme à 85 % réside en ce que les orateurs... n'ont rien à dire aux masses ?

**Plotkin.** – Bon, admettons... C'est vrai jusqu'à un certain point. La situation économique est telle que nous sommes contraints de retenir les ouvriers, de freiner le mouvement, de battre en retraite. Ce qui n'est pas, bien entendu, du goût des ouvriers.

**Trotsky.** – Toute la question est là. La responsabilité incombe non pas aux masses, mais aux dirigeants. A l'époque classique du capitalisme aussi, les syndicats se trouvaient en difficulté pendant les crises, perdaient des adhérents, dépensaient leurs réserves. Mais alors, on avait au moins la certitude qu'à la prochaine reprise, toutes les pertes seraient compensées. Maintenant, un tel espoir est vain, les forces syndicales vont aller sans cesse en s'affaiblissant. Votre organisation, le CIO, pourrait s'effondrer aussi rapidement qu'elle s'est constituée.

**Plotkin.** – Que faire ?

**Trotsky.** – En premier lieu, exposer clairement aux masses la situation. On ne peut jouer à cache-cache. Bien entendu, vous connaissez mieux que moi les ouvriers américains. Néanmoins, je me permets de vous dire que vous les regardez avec de vieilles lunettes. Les masses ont beaucoup plus de qualités, d'audace et de décision que les chefs. Le fait même de la naissance et du développement rapide du CIO montre que, sous l'influence des terribles secousses économiques de l'après-guerre et surtout des dix dernières années, il s'est produit de profonds changements dans la conscience de l'ouvrier américain. Toutes les fois que vous avez fait preuve d'un peu

(4) John L. Lewis (1880-1969), longtemps président de l'United Mine Workers, était un bureaucrate classique. Mais la crise l'avait persuadé de prendre la tête du mouvement pour la syndicalisation de masses « industrielle » des ouvriers non qualifiés. Il avait pris en 1935 la tête du CIO.

d'initiative en créant de nouveaux syndicats actifs, les ouvriers ont immédiatement répondu et vous ont appuyé de toutes leurs forces, comme jamais dans le passé. Vous n'avez pas le droit de vous plaindre des masses. Et les grèves sur le tas : l'initiative en revient non aux chefs, mais aux ouvriers eux-mêmes. C'est le sûr indice que les ouvriers américains sont prêts à adopter des méthodes de lutte plus déterminées. M. Hague est un produit direct de ces grèves sur le tas. Malheureusement, personne, dans les sommets syndicaux, n'ose tirer de l'exacerbation des luttes sociales des conclusions aussi audacieuses que celles qu'en tire la réaction capitaliste. Voilà le fond du problème. Les chefs du capital pensent et agissent avec incomparablement plus de résolution de logique et d'audace que les chefs du prolétariat — ces bureaucrates sceptiques, toujours à la remorque des événements —, qui affaiblissent la combativité des masses. C'est de là que provient le danger d'une menace du fascisme et, qui plus est, dans l'avenir très proche. Les ouvriers ne viennent pas à vos réunions parce qu'ils sentent instinctivement l'insuffisance, l'inconsistance, le manque de vie, la fausseté de l'orientation de votre programme. Au moment où chaque ouvrier sent la catastrophe qui plane sur sa tête, les dirigeants syndicaux se répandent en formules générales. Vous devez trouver un langage qui corresponde à la situation réelle du capitalisme pourrissant et non pas à des illusions de bureaucrates.

**Plotkin.** — Je vous l'ai déjà dit : je ne vois pas les dirigeants. Il existe des groupes particuliers, des sectes, mais je ne vois personne qui soit capable d'unir les masses ouvrières : même si je tombe d'accord avec vous sur le fait qu'elles sont prêtes à combattre.

**Trotsky.** — Ce n'est pas une question de chefs, mais de programme. Un programme juste non seulement entraînera les masses et leur donnera une cohésion, mais encore formera des chefs.

**Plotkin.** — Qu'entendez-vous par un programme juste ?

**Trotsky.** — Vous savez que je suis marxiste, plus exactement, bolchevik. Mon programme a un nom très simple et très bref : la révolution socialiste. Mais je

n'exige pas des chefs du mouvement syndical qu'ils adoptent sur-le-champ le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce que j'exige d'eux, c'est qu'ils tirent de leur travail, de leur situation, les conclusions qui s'imposent, c'est qu'à eux-mêmes et aux masses, ils donnent réponse à ces deux questions : 1) comment peut-on sauver le CIO de la faillite et du désastre ? 2) comment peut-on sauver les Etats-Unis du fascisme ?

**Plotkin.** — Que feriez-vous aujourd'hui aux Etats-Unis si vous étiez dirigeant syndical ?

**Trotsky.** — En tout premier lieu, les syndicats doivent poser carrément le problème du chômage et des salaires. Vous avez bien posé la question de l'échelle mobile des heures de travail : tout le monde doit avoir un travail. Mais l'échelle mobile des heures de travail doit s'accompagner de l'échelle mobile des salaires. La classe ouvrière ne peut tolérer une baisse continue de son niveau de vie, ce qui équivaldrait à l'effondrement de la culture humaine. Il faut prendre comme base d'appréciation les salaires maxima à la veille de la crise de 1929. Les puissantes forces de production créées par les ouvriers n'ont pas disparu, elles ne sont pas détruites ; elles existent toujours. Les responsables du chômage sont ceux qui possèdent des forces productives et en disposent. Les ouvriers savent et veulent travailler. Le travail doit être distribué entre tous les travailleurs. Les salaires d'aucun ouvrier ne doivent être inférieurs au maximum atteint dans le passé. Telle est la revendication naturelle, nécessaire, inexorable des syndicats. Sinon, le développement historique les balayera comme de la poussière.

**Plotkin.** — Ce programme est-il réalisable ? Il provoque la ruine des capitalistes. Un tel programme pourrait précisément accélérer le développement du fascisme.

**Trotsky.** — Ce programme présuppose, bien entendu, la lutte, et pas une attitude passive. Deux possibilités s'offrent aux syndicats : ou bien naviguer, manœuvrer, battre en retraite, fermer les yeux et capituler peu à peu pour « ne pas aggraver la situation des patrons » et ne pas « provoquer » de réaction de leur part. C'est par

cette méthode-là que les social-démocrates et les responsables syndicaux d'Allemagne et d'Autriche ont essayé de se préserver du fascisme. Tout le monde connaît le résultat : ils se sont cassé le cou. L'autre moyen, c'est de comprendre le caractère impitoyable de la crise sociale actuelle et de mener les masses au combat.

(...) Le premier pas est clair : tous les syndicats doivent s'unir pour créer leur Labor Party. Pas un parti sous le contrôle de Roosevelt et de La Guardia, qui ne serait du « labor » que de nom (5), mais une organisation politique de la classe ouvrière, vraiment indépendante. Seul un tel parti est capable d'attirer à lui les fermiers ruinés, les petits artisans, les petits boutiquiers. Mais, pour réaliser cette tâche, il faut continuer à combattre sans merci les banques, les trusts, les monopoles et leurs agents politiques, le Parti républicain et le Parti démocrate. Le rôle du Labor Party doit être de prendre en mains le pouvoir, tout le pouvoir, et de remettre l'économie en ordre. Ce qui suppose l'organisation de l'ensemble de l'économie nationale selon un plan raisonnable, à savoir un plan qui ait pour but, non pas d'augmenter les profits d'une poignée d'exploiteurs, non de sauvegarder les profits d'une poignée d'exploiteurs, mais de sauvegarder les intérêts matériels et moraux de cent trente millions d'hommes.

(...) Que messieurs les dirigeants ne regardent pas en bas, mais en haut. L'approche de la guerre, l'effondrement du capitalisme américain, l'augmentation du chômage et de la misère, tous ces événements d'une importance capitale, qui tranchent du sort de dizaines et de cen-

taines de milliers d'hommes, ne dépendent en rien de la candidature ou de la « popularité » de Roosevelt. Je vous assure qu'il est beaucoup plus populaire parmi les fonctionnaires bien rétribués du CIO que parmi les chômeurs. Mais les syndicats sont créés pour servir les intérêts des ouvriers et non ceux des bureaucrates. Si l'idée du CIO a pu, dans une certaine période, enflammer des millions d'ouvriers, l'idée d'un Labor Party indépendant, combatif, qui ait la volonté de mettre fin à l'anarchie économique, au chômage et à la misère, peut enflammer des dizaines de millions. Bien entendu, les agitateurs du Labor Party doivent montrer aux masses par des actes, et non par de simples paroles, qu'ils ne sont pas des agents électoraux de Roosevelt, La Guardia et compagnie, mais les vrais défenseurs des intérêts des masses exploitées.

Quand les orateurs commenceront à parler le langage de dirigeants ouvriers et pas celui d'agents de la Maison-Blanche, alors, 85 % des membres du syndicat viendront aux réunions et les 15 % de vieillards conservateurs, d'aristocrates ouvriers et de carriéristes resteront chez eux. Les masses ont plus de qualités, plus de décision que les chefs. Les masses veulent combattre. Les chefs, qui se traînent à la remorque des masses, freinent la lutte. Ils dissimulent leur propre indécision, leur conservatisme, leurs préjugés bourgeois derrière l'excuse selon laquelle les masses ne sont pas prêtes. Telle est aujourd'hui la situation réelle.

---

5) Allusion transparente à l'American Labor Party de l'Etat de New York.

## DOCUMENT N° 22

Léon Trotsky

## Sur la révolution espagnole : des comités de grève... aux "juntas"

**En se détournant du travail dans les syndicats de masse UGT et CNT, le POUM se coupe de cette avant-garde ouvrière qui constitue les comités**

Trotsky est amené, au fur et à mesure du développement de la révolution espagnole de 1931 à 1937, à préciser de nombreuses questions dans sa correspondance avec Nin (1).

Nin choisira de rompre avec le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale et de s'associer avec le courant centriste de Maurin pour former le POUM. Trotsky poursuivit la discussion, mais la rupture intervint lorsque le POUM signa le programme du Front populaire, en janvier 1936.

« Sur toutes les questions, le POUM a utilisé les conceptions bolcheviques-léninistes pour les faire servir à des fins opportunistes... En 1931, au début de la révolution, j'ai écrit que je ne pensais pas judicieux de commencer par lancer le mot d'ordre des soviets. Au cours de grèves gigantesques comme en Russie en 1905, on a constitué des comités de grève, mais les travailleurs ne savaient pas qu'ils étaient en train de faire naître les soviets. Aujourd'hui, le mot "soviet" signifie le gouvernement soviétique. L'ouvrier engagé dans une grève ne peut saisir le rapport entre ce qu'il fait et un soviet...

Mon avis était donc qu'il fallait créer des organismes de masse, mais ne pas les baptiser "soviets". Au lieu de cela, les appeler *juntas*, un nom espagnol traditionnel, moins concret toutefois que soviet. Dans la réalité, ils furent surimposés sous forme d'une organisation officielle qui ne représentait pas les grandes masses et était formée de délégués des vieilles organisations ; anarchistes, trois membres, socialistes, trois, et des représentants du PC et du POUM. Cette proposition fut imposée dans toutes les villes (...).

*La révolution, dans son cours, balaie les vieilles organisations, les vieux partis conservateurs, les syndicats. Dans toutes les entreprises, dans toutes les usines, une nouvelle direction apparaît, plus jeune, plus active, plus courageuse, et l'ancienne organisation devient pour la révolution le pire des freins. Il fallait absolument bâtir des juntas — nous voulons dire des soviets, nous savons ce que cela veut dire —, car c'est l'unique voie qui puisse donner à la révolution une expression centralisée.*

*Comment peut-on prétendre que les ouvriers espagnols n'avaient pas constitué de soviets ? Ils avaient constitué partout des comités et ces comités avaient pris en main l'industrie. Il ne s'agissait que de les unifier, de les développer, et il y aurait eu le soviet de Barcelone » (2).*

« Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le POUM cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les articles et discours des leaders du POUM. Pour ne pas se fâcher avec les chefs anarchistes, ils n'ont pas organisé

(1) Andres Nin Perez (1892-1937), ancien secrétaire national de la CNT, puis secrétaire de l'ISR à Moscou, expulsé d'URSS en 1930, a été, de 1932 à 1935, le principal dirigeant de la Izquierda comunista d'Espagne. Secrétaire du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) en septembre 1935. Arrêté en juin 1936, il fut assassiné par les agents de Staline.

(2) Léon Trotsky, *Œuvres*, « Réponses à des questions », 1<sup>er</sup> octobre 1937, tome 15, pages 127-128.

leurs propres cellules dans la CNT et n'y ont de façon générale fait aucun travail. Eludant les conflits aigus, ils n'ont fait aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils ont édifié leurs "propres syndicats" et leurs "propres milices", qui défendaient leur "propres édifices" ou s'occupaient de leurs "propres secteurs" du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le POUM affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. Politiquement, le POUM est resté incomparablement plus près du Front populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchevisme.

*Si le POUM est tombé, victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche » (3).*

Malgré les pressantes questions de Trotsky, Nin ne répond pas à sa demande de se tourner vers les militants syndicalistes. Dans la pério-

de de montée vers la crise révolutionnaire 1934-1936, le POUM constitue son propre syndicat (Fédération ouvrière d'unité syndicale — FOUS) et estime que l'UGT et la CNT sont rejetés par les ouvriers, alors qu'en juillet 1936, les syndicalistes de la CNT vont jouer un rôle décisif, mais se trouvent privés de direction, puisque la direction FAI-CNT participe au gouvernement bourgeois de Front populaire et dissout les comités. L'UGT où affluent aussi les ouvriers tombe sous la direction du PC. Le POUM se contente d'une politique proclamatoire et propagandiste, et participe au Front populaire. En se détournant du travail dans les syndicats de masse UGT et CNT, le POUM se coupe de cette avant-garde ouvrière qui constitue les comités, puis entre dans le gouvernement en Catalogne, qui dissout les comités.

(3) Léon Trotsky, *Œuvres*, « *Leçon d'Espagne : dernier avertissement* », 17 décembre 1937, tome 15, pages 401-402.



*Andres Nin (deuxième en partant de la droite).*

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Marc Gauquelin**

